

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
Band: 19 (1961)
Heft: 1

Artikel: Problèmes économiques et politiques de survie de l'Occident
Autor: Oulès, Firmin
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-135328>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Problèmes économiques et politiques de survie de l'Occident

Firmin Oulès

professeur d'économie politique
à l'Université de Lausanne

Dans les pays occidentaux, la plupart des messages de Noël 1960, qu'il s'agisse de ceux des chefs d'Etat, des chefs de gouvernement ou des chefs spirituels, ont été empreints de pessimisme, comme l'ont noté les journaux et les services de presse, de télévision et de radio. Ce sont les reines et certains chefs spirituels qui ont eu surtout l'intuition que des jours sombres se préparent pour l'Occident. La reine Juliana a rappelé justement que beaucoup de choses se démodent et vieillissent et que certains points de vue apparaissent comme « les morceaux vermoulus d'un plancher sur lequel la société actuelle, avec sa nouvelle génération, ne peut plus exister et se mouvoir ». De son côté, la reine Elisabeth a déclaré: « Les disputes et les relations tendues, s'ajoutant à des désastres de la nature, ont contribué à l'incertitude et à l'atmosphère d'angoisse qui règnent dans le monde à l'heure actuelle. » Le D^r Fisher, archevêque de Cantorbéry, a dit: « Le monde est dans un triste état. De braves gens, occupant des postes élevés, commettent souvent des bêtises, et de moins braves gens, tout aussi dévoués à des tâches moins sages, profitent de leurs bêtises pour en faire de pires. »

Le pessimisme que reflètent ces messages en pressentant des jours sombres est peut-être le commencement de la sagesse pour l'Occident, si ce pessimisme porte ses dirigeants à remonter aux causes des catastrophes qui menacent leurs pays. En effet, l'optimisme débordant est très dangereux. Car, ceux qui vivent sur un plancher vermoulu — auquel a fait justement allusion la reine Juliana — s'en aperçoivent seulement au moment où ils sont précipités dans le vide avec ceux qui avaient confiance... en leur clairvoyance! Ce qui est arrivé récemment au Congo belge n'est qu'un exemple après beaucoup d'autres de cette imprévoyance inouïe faite de présomption, de légèreté et d'incapacité dont ont fait preuve à maintes reprises les dirigeants occidentaux. Dans bien des cas, l'optimisme béat a conduit ces dirigeants à l'aveuglement, à l'immobilisme et aux catastrophes. Peut-être, une certaine dose de pessimisme pourrait-elle les incliner à l'observation, à la réflexion, à la prudence, à la vigilance et finalement déclencher des réactions appropriées pour redresser des situations déjà bien détériorées.

En effet, surtout depuis la fin de la Première Guerre mondiale, bien des dirigeants occidentaux ont commis le péché d'orgueil. Dans les démocraties occidentales plus encore que dans les pays totalitaires, ils ont été et sont encore le plus souvent imbus d'un double complexe de supériorité: d'une part, à l'égard du régime politique de leur pays par rapport à celui des pays de l'Est et, d'autre part, à l'égard du régime économique de leur pays par rapport aussi à celui des pays de l'Est. Or, les faits passés et présents montrent que ces deux complexes de supériorité sont des illusions cultivées, c'est-à-dire des mythes qui ne correspondent nullement à la réalité.

Pour s'en rendre compte, il faut lire le remarquable ouvrage de Georges Manoussos intitulé: *Inflation, croissance et planification* qui vient de paraître ¹.

A. Certes, cet ouvrage étudie et interprète principalement les faits économiques. Mais, il fait d'abord penser aux **enseignements politiques qui résultent de beaucoup d'événements d'ordre économique** analysés dans leur contexte politique.

Dans les derniers chapitres de la deuxième partie de son livre, en s'appuyant sur de nombreux textes, M. Manoussos démontre que c'est autant par unilatéralité et superficialité qu'en raison de l'équivoque engendrée par certains vocables comme celui d'« inflation » et de « planification » que les économistes, les financiers et les dirigeants des puissances occidentales se sont laissé abuser très gravement avant la Seconde Guerre mondiale. Ces chapitres montrent que tous ceux qui se sont trompés grossièrement en condamnant et en dénigrant l'économie du III^e Reich sans la connaître et l'étudier ont agi autant par présomption que par légèreté. S'ils ont condamné avec tant d'assurance l'économie du III^e Reich et par suite considéré comme peu dangereuse la Wehrmacht reposant d'après eux sur une infrastructure économique très fragile, c'est parce qu'ils pensaient que ce qui n'était pas démocratique à la manière des puissances occidentales ne pouvait être ni bon ni solide.

De tels sentiments secrets ont fait porter à Gaston Jèze, par exemple, des jugements péjoratifs sur la monnaie et sur les finances du III^e Reich comme le montre M. Manoussos dans les articles qu'il cite de ce professeur célèbre de finances publiques à la Faculté de droit de Paris. En septembre 1938, Gaston Jèze écrivait: « Parler de la théorie monétaire allemande est beaucoup dire. Il s'agit d'affirmations proférées emphatiquement et acclamées frénétiquement... » Et un peu plus loin: « Grâce au régime de rigueur... cette monnaie, ces traites, qui n'ont pas de valeur véritable, circulent dans le pays... par la force... Le travail est forcé... Ce régime d'esclavage, que les Français ne peuvent pas comprendre, rend momentanément possible le système monétaire allemand » (p. 142). En juillet 1939, Jèze écrivait en s'inspirant de sentiments analogues: « Le Gouvernement hitlérien pratique la règle fondamentale de la dictature: le secret des finances. Si un dictateur publiait la situation financière, il serait perdu. Chacun verrait que la dictature ruine le pays à une cadence accélérée... Les sacrifices inouïs imposés au peuple allemand augmentent et la ruine de ce pays ne fait que s'aggraver » (p. 144). M. Manoussos explique bien comment en 1939 les finances allemandes étaient au contraire saines et solides et l'économie du III^e Reich en pleine expansion.

Par contre, en ce qui concerne la démocratie française, Jèze est emphatiquement laudatif sans se demander si les éloges sont mérités. En novembre 1939, il écrit à ce sujet: « Que l'on compare l'état de nos armements actuels et de notre préparation militaire à la situation de 1914. Peut-on douter de notre supériorité actuelle? A-t-on oublié le fameux cri: « Des canons, des munitions. » Aujourd'hui, il y a des canons et des munitions. Rien de pareil en 1914 » (p. 144). Quand on a connu de près l'organisation de l'armée française en 1939, on pense irrésistiblement à ces mots d'Euripide: « Ceux que Jupiter veut perdre, il commence par leur ôter la raison! »

Germain-Martin qui, avant guerre, avait été à Paris professeur d'économie politique et plusieurs fois ministre des finances, en juin 1939, dans le journal *Le Temps*, ironise ainsi au sujet d'Hitler en parlant de la loi du 15 juin 1939 portant réforme de la Banque d'Empire: « Nous voici en présence d'un système financier de droit divin. Hitler, agent de la

¹ Aux Editions E. Droz, 8, rue Verdaine, Genève et Minard, 73, rue Cardinal-Lemoine, Paris V^e, XL + 344 pages: Fr. s. 40.—.

Providence, inspiré par l'Esprit, ne peut accomplir d'actes contraires aux intérêts du Reich. Le mieux est donc qu'il devienne le chef direct de la Banque dispensatrice du crédit et gardienne de la stabilité de la monnaie » (p. 147). Ainsi, on ne prend pas au sérieux l'adversaire possible de demain, à tel point qu'on le charge de ridicule. C'est bien là le péché d'orgueil et en même temps le sentiment qu'il n'y a pas de salut en dehors des règles de l'économie et de la démocratie telles qu'on les pratique dans son pays.

Certes, nul ne met en doute qu'Hitler a eu bien des défauts capitaux et qu'il a été un grand criminel. Il a été responsable de la mort atroce de dizaines de millions d'hommes; il a été responsable d'angoisses et de souffrances sans nombre puisqu'il a déclenché la Seconde Guerre mondiale. Mais Hitler a été beaucoup plus intelligent que les chefs des autres puissances occidentales quant au choix de ses conseillers économiques, de ses ministres de l'économie nationale ainsi que des directeurs de la Reichsbank et des autres banques. Finalement, c'est en raison de cette bonne sélection des dirigeants dans le III^e Reich et de leur mauvaise sélection dans les puissances occidentales qu'Hitler a cru, en 1939, que son pays, ayant pu atteindre, grâce au développement de son économie, une avance considérable dans les armements, pouvait, sans risque et par la violence, passer à la réalisation de ses ambitions politiques. Les institutions politiques des puissances occidentales, qui n'avaient pas permis de sélectionner des dirigeants économiques capables, sont donc en définitive plus responsables encore de la Seconde Guerre mondiale que les ambitions démesurées d'Hitler.

M. Manoussos fait bien ressortir qu'Hitler n'a pas été victime, comme les autres dirigeants occidentaux, des préjugés monétaires et économiques concernant l'inflation et la planification. Aussi, sa politique économique et financière avait-elle non seulement complètement résorbé le chômage en Allemagne avant la Seconde Guerre mondiale, mais elle avait fait développer l'économie allemande à un rythme régulier et élevé pendant que le chômage sévissait cruellement dans les puissances occidentales en même temps que leur économie déclinait. Les résultats obtenus sont les seuls critères valables pour juger la capacité des dirigeants et l'efficacité des institutions politiques qui permettent de les choisir. La comparaison des résultats obtenus montre donc que les institutions politiques des puissances occidentales ont été avant guerre beaucoup moins efficaces que celles du III^e Reich. Comme l'indique M. Manoussos, c'était Hitler qui, au début de la Seconde Guerre mondiale, fort des succès obtenus et conscient de la faiblesse de ses premiers adversaires, était fondé à leur marquer son mépris lorsqu'il s'écriait le 24 février 1940 au Hofbräuhaus de Munich: « Quand je me représente tous ces prétendus hommes d'Etat internationaux des démocraties qui à présent, en Europe, font de grandes phrases, et que je considère l'œuvre à laquelle ils ont consacré leur vie, je ne puis m'empêcher de dire que, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, j'ai toujours eu le malheur de devoir lutter contre des zéros, rien que des zéros. Ces personnages sont les maîtres de la majeure partie du monde entier, et malgré cela, ils ne sont même pas en mesure de bannir le chômage de leur propre pays. Ces nul-lités parlent de la nécessité de faire une Europe nouvelle... » (p. 149-150).

Il n'est jamais sage de sous-estimer ses adversaires. Hitler a couru à sa perte lorsque, grisé par ses victoires du début de la Seconde Guerre mondiale, il a commis lui-même le péché d'orgueil en envahissant la Russie soviétique — croyant réussir où, dans le passé, Charles XII et Napoléon I^{er} avaient échoué. C'est par présomption qu'Hitler s'est grossièrement trompé lorsqu'il a « mis dans le même sac », au point de vue de l'incapacité, les dirigeants politiques, économiques et militaires de la Russie soviétique avec ceux des puissances occidentales.

En effet, la cause profonde du désastre essuyé par Hitler dans la campagne de Russie fournit une preuve significative de la supériorité des institutions politiques de ce dernier pays par rapport à celle des puissances occidentales en ce qui concerne l'efficiencia et la prévoyance.

Avant guerre, en une douzaine d'années, c'est-à-dire de 1929 à 1940, la Russie soviétique, pays sous-développé auparavant, s'était déjà industrialisée sur une vaste échelle. Cette industrialisation lui a permis d'intensifier les armements afin de ne pas être prise au dépourvu au moment où le III^e Reich lui tomberait dessus. Elle s'est poursuivie après guerre, et se poursuit chaque jour à un rythme régulier et à un taux beaucoup plus élevé que le taux moyen de croissance dans les pays occidentaux. Ces faits représentent un succès de politique économique et financière encore plus grand que la résorption du chômage et le développement de l'économie du III^e Reich. Comme le fait remarquer fort opportunément M. Manoussos, l'édification soviétique des plans quinquennaux s'est poursuivie régulièrement et rapidement, les dirigeants soviétiques ayant adopté la planification et su maîtriser l'inflation avant guerre comme après. La Russie soviétique a pu résoudre convenablement ces deux grands problèmes économiques parce que ses institutions culturelles ont formé des élites techniques et économiques capables que les dirigeants politiques ont ensuite choisies. Ces succès économiques prouvent donc que les institutions culturelles et politiques soviétiques ont été supérieures à celles de l'Occident en ce qui concerne *l'efficiencia*.

Quant à *la prévoyance*, il suffira de se référer aux évaluations des dépenses militaires en 1938 (p. 145 de l'ouvrage de M. Manoussos). Les dirigeants politiques de la Russie soviétique ne s'étaient pas laissés dangereusement distancer comme ceux de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis par les dépenses militaires du III^e Reich. Dans chacune de ces grandes puissances occidentales, les dépenses militaires étaient le quart ou le cinquième de celles de l'Allemagne, tandis que les dépenses de la Russie soviétique étaient supérieures d'un cinquième à celles du III^e Reich. Après avoir indiqué ces chiffres, M. Manoussos ajoute: « Plus que tous les commentaires que l'on peut donner sur les causes de la supériorité militaire de certaines puissances, ces chiffres expliquent les causes profondes de la Seconde Guerre mondiale et l'évolution des différentes phases de la guerre qui a commencé en 1939. Ceux qui, au moment de l'entrée en guerre, étaient débordants d'un optimisme béat, incitateur de paresse et de mollesse, auraient dû méditer la portée des chiffres précédents, pourtant assez éloquents malgré leur sécheresse, pour ceux qui savent lire les statistiques. Ils auraient dû proposer et exécuter immédiatement les mesures de redressement qui s'imposaient pour les puissances occidentales. » Tout ceci établit donc que le fonctionnement des institutions politiques dans les puissances occidentales avant la guerre a été désastreux. Ce n'est pas sans raison que M. Manoussos fait remarquer (p. 156) que, « après la fin des hostilités, lorsqu'on a fait le procès des criminels de guerre à Nuremberg, de nombreux économistes et financiers des pays alliés auraient dû figurer sur le banc des accusés... »

Avant guerre, la prévoyance des dirigeants soviétiques s'était manifestée non seulement par la priorité absolue accordée à l'industrie lourde qui avait permis de fabriquer un armement formidable et excellent, mais encore par le choix des régions où cette industrie avait été développée à partir de l'avènement d'Hitler au pouvoir. En effet, les nouvelles usines avaient été placées au-delà de l'Oural, hors de la portée des bombardements de l'aviation nazie.

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce fut et c'est encore presque un lieu commun dans la plupart des pays de l'Ouest de vanter les mérites de la démocratie occidentale

par rapport à la dictature représentée par les gouvernements de l'Allemagne nazie, de l'Italie fasciste et du Japon impérialiste. Cette interprétation de la fin de la Seconde Guerre mondiale déforme les faits. On ne tient pas compte suffisamment du fait que la victoire en Europe a été obtenue en partie grâce à la prévoyance de Staline et au concours de la Russie soviétique, qui était un pays totalitaire.

Aujourd'hui, la croissance régulière et élevée de son économie, ses réalisations spectaculaires dans le domaine des fusées à étages comme dans le domaine de l'aviation et celui de la recherche scientifique prouvent que le fonctionnement des institutions de la Russie soviétique est plus efficient dans beaucoup de domaines que le rendement des institutions occidentales, notamment des *institutions politiques*. Dans un domaine de plus en plus fondamental, *celles-ci sont aussi déficientes qu'avant guerre : elles n'arrivent pas à choisir des spécialistes capables d'élaborer une politique économique et financière appropriée* pour obtenir le plein emploi et une croissance harmonisée de l'économie.

Dans son livre, M. Manoussos a bien souligné qu'il y a une carence affligeante d'élites économiques aux postes-clefs dans les pays occidentaux. Leurs véritables élites économiques ne sont pas choisies par les autorités politiques ni par le peuple pour conseiller ou pour gouverner. Dans le dernier chapitre où il résume certaines analyses de la troisième partie de son ouvrage, M. Manoussos écrit (p. 301) pertinemment à cet égard: « De multiples facteurs s'opposent au redressement de l'économie américaine et de l'économie européenne. La mystique du laisser-faire entrave à la fois le changement de la politique économique et les recherches sur la croissance. Les idées fausses sur la planification font aussi obstacle au redressement: on ne se rend pas compte, dans beaucoup de milieux, que l'instrument de la planification est dissociable de sa méthode d'emploi en URSS. La croyance fausse que l'intensification de la publicité commerciale peut créer des débouchés est un autre facteur qui s'oppose au redressement. Il en est de même de l'optimisme béat dont les dirigeants occidentaux deviennent volontiers prisonniers, surtout aux Etats-Unis, sous l'influence des publicitaires. Mais l'obstacle le plus difficile à surmonter est la peur dans laquelle se trouvent les dirigeants occidentaux de tomber dans l'« inflation », dont on a méconnu, et dont on continue à méconnaître, ainsi qu'on l'a vu, les causes et les remèdes. »

M. Manoussos a consacré plusieurs chapitres à mettre en évidence les méfaits de la mauvaise sélection des élites économiques dans les pays occidentaux. Il a montré (p. 124-127) comment celle-ci a été la cause de l'effondrement de la République de Weimar et de l'avènement d'Hitler au pouvoir en 1933. Un court chapitre (p. 131-137) expose les idées inadaptées du directeur du budget Lewis Douglas dans le premier cabinet Roosevelt et explique le demi-échec de la politique de résorption du chômage de ce dernier ainsi que la stagnation de l'économie américaine jusqu'à la seconde guerre mondiale. Un chapitre plus long (p. 138-157) met bien en lumière comment en Angleterre et surtout en France les dirigeants, les économistes et les financiers ont eu leurs idées, sur la puissance économique et militaire du III^e Reich, complètement faussées par les équivoques de la notion d'inflation et par les préjugés, à tel point que la seconde guerre mondiale a été rendue inévitable par l'impréparation militaire des puissances occidentales en raison de leur politique financière et économique inadaptée à la conjoncture. Dans la troisième partie de son livre, M. Manoussos montre qu'aujourd'hui les idées des dirigeants et des économistes occidentaux sont inadaptées aux besoins de croissance régulière de l'économie et aux exigences de l'application intensive du progrès technique. A l'Ouest, une telle croissance et une telle application sont nécessaires pour soutenir la compétition des économies des pays de l'Est et notamment de l'économie soviétique. Or, les idées économiques et financières de beaucoup de

dirigeants français (p. 173-177, 186, 226-230), de dirigeants britanniques (p. 268-9), allemands (p. 270-1) comme de la plupart des dirigeants américains (p. 178-181, 214n, 225n, 240-256, 302-308), ne sont pas adaptées aux conditions de développement de l'économie moderne. Si les pays occidentaux continuent à suivre une politique économique et financière aussi peu apte à régulariser et à relever le rythme de croissance de leur économie, la désintégration de celle-ci et de leur démocratie par la politique dite de coexistence pacifique des pays de l'Est est une question de quelques années.

Ainsi à l'Ouest: légèreté et incapacité des dirigeants économiques qui, étant mal sélectionnés par les institutions politiques des pays occidentaux, n'arrivent pas à se détacher du laisser-faire, ni à rejeter les préjugés relatifs à l'inflation et à la planification, ni à écarter les mirages entretenus égoïstement par les publicitaires, et en même temps optimisme béat de la plupart des dirigeants politiques et des dirigeants économiques qu'ils ont choisis — ce sont là autant de déficiences très graves des institutions actuelles en Occident à un moment où une bonne politique économique et financière doit avoir un rôle de plus en plus déterminant afin de ne pas freiner l'application du progrès technique de manière à élever régulièrement le bien-être matériel des masses populaires.

Pendant ce temps, qu'en est-il à l'Est et notamment dans la Russie soviétique ?

Ceux qui ont lu les discours du président Khrouchtchev, qui ont suivi, par l'image, ses voyages aux Etats-Unis, en France, et ses interventions aux Nations Unies, etc. ont eu l'impression que c'était un chef de gouvernement très capable et très habile — plus capable et plus habile encore que Staline — en même temps que prudent et vigilant.

Son idée directrice, en matière de croissance de l'économie soviétique, de continuer d'accorder la priorité à l'industrie lourde (contrairement à ce que Malenkov avait fait durant la courte période où il a dirigé la Russie soviétique) est aussi géniale que celle de Staline de faire passer — tant qu'Hitler préparait la guerre — la fabrication des armements avant celle des biens de consommation de confort. Comme je l'ai expliqué dans le cahier LXV des *Etudes américaines* (p. 44-45), il a ainsi habilement tenu compte d'un aspect très important du problème: l'aspect psychologique. En même temps, ainsi que je l'ai montré dans la préface du livre de M. Manoussos, avec les progrès déjà réalisés dans l'automatisation et ceux qui sont en train d'être mis au point, la stratégie de Khrouchtchev dans la compétition économique Est-Ouest, dans quelques années, permettra à l'économie soviétique de prendre de vitesse à l'improviste, c'est-à-dire au moment le plus favorable pour la propagande à l'extérieur du collectivisme, les économies occidentales dans la fabrication des biens durables de consommation, lorsque l'industrie lourde et celle des machines automatiques auront fait suffisamment de progrès dans la Russie soviétique. La stratégie de l'économie soviétique est semblable à celle d'un coureur intelligent qui prépare ses forces en s'entraînant et les réserve pour la fin de l'épreuve afin de pouvoir alors attaquer invinciblement au « sprint » ses adversaires, avec des moyens supérieurs au moment où, après avoir été dépassés sans qu'ils s'y attendent, ils n'ont plus le temps et ne disposent plus de réserves suffisantes pour réagir efficacement. En raison des délais très longs de préparation qu'exige la croissance de l'économie moderne, la stratégie économique de Khrouchtchev est redoutable pour l'Occident.

La stratégie de Krouchtchev est redoutable également au point de vue psychologique. A cet égard, la président Krouchtchev a beaucoup perfectionné la stratégie de Staline, surtout depuis l'application du plan septennal 1959-1965. A partir de 1956, Krouchtchev avait voulu reprendre la stratégie économique de Staline en accordant ostensiblement la priorité au développement de l'industrie lourde. Il s'est heurté aux critiques de plus en plus

vives des partisans de Malenkov et de Molotov, qui après la mort de Staline avaient favorisé la production des biens de consommation. Lorsqu'il a accédé à la tête du gouvernement soviétique, ses adversaires du Comité central ont critiqué le plan quinquennal 1956-1960, qui, d'après eux, accordait trop d'importance à la fabrication des biens de production et pas assez à celle des biens de consommation. Cependant, afin de leur donner une satisfaction d'amour-propre, le président Krouchtchev a fait semblant de céder pour mieux contourner les obstacles rencontrés dans le pays et pour mieux tromper les dirigeants occidentaux.

Le président Krouchtchev connaît bien la psychologie des masses populaires. Il sait que, à court terme, celles-ci ont besoin d'espérances terrestres, surtout lorsque la politique religieuse a supprimé ou affaibli les espérances célestes. Pendant des siècles, celles-ci ont été « cette vieille chanson qui a bercé la misère humaine », suivant l'image célèbre de Jean Jaurès. Pour cette raison, en septembre 1957, Krouchtchev a décidé de remplacer, à partir de 1959, par un plan septennal allant jusqu'en 1965 le plan quinquennal qui avait commencé en 1956 et qui prévoyait une augmentation très rapide de l'industrie lourde. Pour cette dernière, les prévisions ont été réduites: en sept ans la progression serait celle d'abord prévue pour cinq ans. De plus, toujours sur le papier, le plan septennal prévoit l'accroissement rapide de la production des biens de consommation pour élever le bien-être des masses et répondre ainsi à leurs aspirations profondes. Mais, dans la réalité, rien n'a changé. Comme auparavant, dans l'exécution, les progrès de l'industrie lourde ont été accélérés à un rythme à peu près égal à celui prévu par le plan de 1956. Au contraire, les moyens de la production des biens de consommation ont été limités. Le résultat est que, pour l'industrie lourde, les réalisations dépassent considérablement les prévisions: on annonce déjà que les prévisions pour sept ans seront réalisées en six ans, peut-être même en cinq ans. Par contre, pour les biens de consommation, les réalisations sont au-dessous des prévisions, et même très en retard pour l'agriculture, où en 1960 les conditions climatiques ont été défavorables.

Au point de vue interne, cette manière habile d'exécuter les plans permet de féliciter les membres du parti placés dans l'industrie lourde et qu'on désire faire avancer. La limitation des moyens accordés à l'industrie légère et surtout à l'agriculture permet de critiquer vivement ceux qui dirigent ces branches et de rétrograder ceux dont les ambitions deviennent gênantes. Ces critiques n'affaiblissent pas l'espérance populaire vers l'abondance et le confort présentés désormais à la portée de la main lors du prochain plan septennal, à condition que tout le monde rivalise de zèle et d'ardeur dans l'édification socialiste. Par là, on montre quel parti est toujours plus dynamique: il a le courage de faire une autocritique sévère et de prendre des sanctions pour surmonter les difficultés.

Au point de vue extérieur, cette stratégie psychologique permet d'endormir la méfiance qu'a fait naître chez certains dirigeants occidentaux le rappel clair et franc de la coexistence pacifique que les huitante et un partis communistes nationaux réunis à Moscou à la fin de 1960 ont réaffirmée au début de 1961 d'une manière brutale, qui a un peu alarmé certains Occidentaux. Après l'énoncé des principes de la coexistence pacifique, les journaux de la Russie soviétique, et à leur suite ceux de l'Ouest, ont publié au début de 1961 des articles sur les insuffisances de l'économie soviétique et notamment sur son agriculture. Dans les pays occidentaux, beaucoup de journalistes, à l'affût des nouvelles sensationnelles destinées à rassurer leurs lecteurs, intitulent certains de leurs articles de la manière suivante: « L'économie rurale soviétique dans l'impasse », « La faillite du collectivisme agraire », etc. En lisant de tels articles et même de tels titres, la crainte qu'avait fait naître le développement rapide de l'industrie soviétique disparaît, puisque le secteur primaire est lamentablement

en retard, pense-t-on. On en conclut superficiellement que la compétition économique de l'Est n'est plus à redouter. Ceux qui avaient eu des velléités de redresser l'économie privée trouvent leur énergie assoupie et leur vigilance endormie... jusqu'au jour où, pour préparer mentalement à la révolte les masses populaires des pays occidentaux, les dirigeants soviétiques annonceront triomphalement de nouveaux progrès spectaculaires réalisés par leur industrie lourde. L'effet de ces progrès sera ensuite tempéré par une autocritique sur les retards dans l'agriculture ou dans certaines branches de l'industrie légère, etc.

Ainsi, au moment le plus opportun, le président Krouchtchev sait faire naître l'espérance chez les masses populaires dont il convient de gagner la sympathie. Il sait également faire alterner chez les dirigeants occidentaux la crainte et la peur, suivies de nouvelles qui les tranquilisent et en même temps qui les paralysent. Sur le plan économique comme sur le plan politique (en ce qui concerne le sort de Berlin-Ouest par exemple), d'une manière générale il sait que lorsqu'on arrive à créer dans l'esprit d'autrui l'illusion que les choses sont, non pas ce qu'elles sont dans la réalité, mais ce qu'on désirerait qu'elles soient, on a déréglé au suprême degré l'entendement et le jugement de ceux qu'on cherche à dominer. C'est pourquoi, au lieu de se réjouir des insuccès périodiques de l'agriculture soviétique et d'en tirer des déductions qui n'existent que dans leur imagination, s'ils étaient clairvoyants et vigilants les dirigeants occidentaux se rendraient compte qu'ils sont supérieurement manœuvrés au point de vue psychologique comme au point de vue économique par les dirigeants soviétiques.

Un autre principe stratégique, très important aussi, de l'économie soviétique est sa concentration dans les domaines les plus spectaculaires et décisifs. Les Soviétiques ne perdent pas leur temps et ne gaspillent pas leurs moyens à réinventer et à remettre au point des machines-outils, des matières synthétiques et les biens durables tels que les autos, les téléviseurs, les radios, les frigos, etc. que les Occidentaux fabriquent déjà. On a dit que les Soviétiques ont pu faire avancer très vite leur production industrielle parce qu'ils ont bénéficié des découvertes et des expériences des Occidentaux, n'ayant qu'à copier les modes de fabrication que ces derniers avaient inventés et mis au point. Il y a beaucoup de vrai dans cette remarque: il est bien évident que, si dans toutes leurs fabrications les Soviétiques avaient dû partir de zéro comme l'ont fait aux XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles les Occidentaux, leur production industrielle n'aurait pu progresser aussi rapidement qu'elle l'a fait. Mais les Soviétiques cherchent intelligemment à dépasser les Occidentaux: ils pratiquent l'économie des forces. En effet, l'imitation de ces derniers, là où les procédés de fabrication ont été mis au point et ne sont pas secrets, leur permet de réserver leurs moyens pour des domaines qui présentent une très grande importance pour la défense nationale et la propagande politique (fusées à étages, énergie nucléaire) et encore les domaines qui concernent la recherche fondamentale et les fabrications d'avant-garde par des méthodes automatisées. Ainsi, la concentration sur ces secteurs est conforme, non seulement au principe de l'économie des forces, qui doit être appliqué dans toute politique économique bien adaptée, mais est conforme aussi aux principes d'une bonne stratégie militaire. Il est difficile de contester que Napoléon I^{er} ne connaissait pas bien cette dernière — lui qui a gagné, par son intelligence, tant de batailles avec des moyens limités. Or, il a écrit à cet égard: « Le secret des grandes batailles consiste à savoir s'étendre et se concentrer à propos. L'art de la guerre consiste, avec une armée inférieure, à avoir toujours plus de force que son ennemi sur le point qu'on attaque ou qui est attaqué. »

C'est pourquoi, comme l'indique M. Manoussos à la fin de son ouvrage, la conception de la coexistence pacifique par le président Khrouchtchev — l'idée maîtresse de sa

politique internationale — pourra ainsi devenir un dangereux cheval de Troie si les dirigeants occidentaux n'arrivent pas à comprendre l'importance de la croissance régulière et élevée de leur économie pour sauvegarder la civilisation occidentale et la garantir efficacement contre la désintégration. Ainsi, la stratégie politique de la coexistence pacifique du président Khrouchtchev et sa stratégie économique qui en est l'instrument essentiel, comme l'a bien montré M. Manoussos en citant fort opportunément dans le dernier chapitre de son ouvrage un article de Michel Tatu, sont très intelligemment conçues et supérieurement coordonnées. Pour y résister et pour contre-attaquer vigoureusement au bon moment, les Occidentaux devraient choisir des élites économiques encore meilleures que celles des Soviétiques et ils devraient faire preuve du maximum d'énergie dans l'application de leur nouvelle stratégie économique. Or, comme le montre aussi le dernier chapitre du livre précité, peu nombreux, chez les Occidentaux, sont ceux qui se sont rendu compte de la portée de la stratégie économique soviétique: ce sont ceux qui ont pris leur retraite comme le maréchal Montgomery ou des universitaires tels que Robert Campbell, Arthur Wauters, plutôt que les gouvernants actuels.

Le 9 janvier 1961, Harold Macmillan a déclaré au *Daily Mail*: « La guerre froide va devenir une compétition économique. » En faisant cette déclaration, le Premier britannique a donné une preuve de grande clairvoyance. Mais il reste à en tirer les conséquences sur le plan de l'action appropriée et énergique, afin de prendre, sans plus attendre, les mesures indispensables pour gagner la compétition économique Est-Ouest. Le livre de M. Manoussos analyse et justifie ces mesures; il souligne l'urgence d'intervenir vigoureusement, sans délai, pour maintenir toujours une large marge de supériorité dans la production. Or, si l'on s'en réfère au chapitre où il traite de la politique économique du Royaume-Uni, il ressort que cette politique est mal adaptée pour obtenir une croissance régulière et élevée (pages 268-269). Dans un autre chapitre, les statistiques fournies par M. Manoussos établissent que le développement économique du Royaume-Uni est à peine moins défavorable que celui des Etats-Unis (p. 295 et 296). La politique économique britannique est donc loin d'être à la mesure du rôle que le Premier britannique lui a récemment assigné. En outre, le discours pessimiste du 10 janvier 1961 du chancelier de l'Echiquier, Selwyn Lloyd, sur le déficit grandissant de la balance commerciale et le lendemain la déclaration au *Daily Mail* du Premier Macmillan dressant un bilan très optimiste de la situation économique de l'Angleterre ne sont guère de nature à obtenir un redressement vigoureux et durable de l'économie britannique.

Etant donné les succès grandissants de l'économie soviétique, j'ai rappelé certaines déficiences très graves des institutions politiques dans les pays occidentaux pour deux raisons principales:

D'abord pour montrer que les problèmes de structure politique intéressent directement et plus concrètement les économistes qui s'occupent de politique économique et financière que les spécialistes de la science politique qui n'ont souvent pas de formation économique ou qui se désintéressent des problèmes pratiques de politique économique: *pour être efficaces, aujourd'hui les institutions politiques doivent être adaptées avant tout aux fonctions économiques*, qui sont devenues de beaucoup les plus importantes.

En second lieu, j'ai tenu à prouver que, dans les pays occidentaux, ceux qui remplissent diverses fonctions politiques ou influencent les choix des dirigeants politiques devraient se débarrasser du complexe de supériorité qu'ils éprouvent souvent encore à l'égard du régime politique de leur pays. Ce serait le seul moyen de ne pas sous-estimer les réalisations économiques des pays de l'Est, c'est-à-dire d'être vigilants et de comprendre la portée

et la nécessité de solutions nouvelles nécessaires pour résoudre convenablement en Occident les problèmes économiques fondamentaux. Les faits rappelés précédemment montrent que si les régimes politiques des pays de l'Est diffèrent de ceux des pays occidentaux, leurs dirigeants sont souvent plus efficaces. D'une manière générale, la sélection des élites paraît meilleure si l'on en juge d'après les résultats obtenus. Or, *la première mission que doit remplir aujourd'hui un régime politique est de choisir des dirigeants économiques capables*, puisque toute la nation bénéficie tôt ou tard de leur capacité. C'est là le critère devenu primordial qui doit être retenu pour apprécier la valeur des institutions politiques.

Ces considérations établissent qu'il sera opportun de revenir plus tard sur les problèmes de science politique dont les solutions règlent le choix des dirigeants économiques.

Aujourd'hui, il convient de parer au plus pressé. Il est préférable d'envisager d'abord les solutions qu'il faut donner aux problèmes économiques de survie des pays occidentaux et de ne pas trop insister directement sur les problèmes politiques. La plupart des individus ne sont pas encore préparés mentalement aux réformes nécessaires de structure politique. Vouloir commencer par ces réformes, parce que, si elles étaient réalisées, la solution des problèmes économiques s'en trouverait considérablement facilitée, cela est intellectuellement logique mais pratiquement inopportun: c'est courir à un échec presque certain. A l'Ouest, le problème de survie se présente d'une manière assez semblable à celui de l'intégration économique en Europe. Les Européens qui ont voulu commencer l'intégration par un changement d'institutions politiques en introduisant la Communauté européenne de défense (CED) ont échoué parce que, dans certains des six pays de la Petite Europe, l'abandon d'une partie de souveraineté qu'exigeait une telle communauté politique rompait trop brutalement avec leurs habitudes de pensée. Devant l'échec de la CED, les Européens ont repris le problème de l'intégration par le côté économique. Ils ont alors réussi à faire adopter, par les six pays de la CECA, la Communauté économique européenne ou Marché commun. Il convient de procéder de la même manière pour assurer la survie de l'Occident. Il faut d'abord mettre en lumière comment les problèmes économiques de survie peuvent et doivent être résolus. L'importance et l'urgence de la solution de ces problèmes obligeront les Occidentaux à intervenir et à réfléchir. Les difficultés rencontrées au cours de ces interventions économiques prépareront les individus à un examen indirect mais plus serein et plus concret des problèmes de structure politique.

B. Je viens de recourir à plusieurs reprises à l'ouvrage de M. Manoussos pour ces questions. Mais ce livre est centré essentiellement sur **les problèmes économiques de survie de l'Occident**. Il est donc encore de plus grande actualité en ce qui touche ces derniers problèmes.

Il ne saurait être question de reprendre toutes les idées économiques maîtresses que M. Manoussos a développées et que j'ai essayé de schématiser dans la préface ¹.

En ce qui concerne l'économie privée des pays très industrialisés de l'Occident, la place me manque pour esquisser les deux impératifs fondamentaux relatifs à la planification éclairante et à la coordination des éléments de la politique financière. Disposant de plusieurs éléments nouveaux d'information, je n'exposerai que le troisième impératif fondamental: *la nécessité aujourd'hui de baisser d'une manière drastique les prix des articles produits en masse afin de leur trouver des débouchés suffisants*.

¹ J'ai écrit une préface à cet ouvrage et je l'ai envoyée à beaucoup de personnalités. L'écho qu'elle a rencontré est généralement très favorable. Je reviendrai plus loin sur quelques-unes des réponses reçues.

Lorsqu'on rapproche les diverses informations statistiques et économiques réunies et interprétées par M. Manoussos dans son livre, on doit se rendre à l'évidence: dans les pays très industrialisés de l'Occident, les débouchés de beaucoup de branches qui fabriquent des biens à usage de consommation de longue ou moyenne durée sont partiellement saturés ou sur le point de l'être au niveau des prix pratiqués sur le marché. C'est le cas de l'industrie automobile aux Etats-Unis depuis la fin de 1955, de la télévision britannique depuis le milieu de l'année 1960, en France pour l'équipement ménager depuis la même année. La saturation sera atteinte assez prochainement pour l'automobile en France, en Angleterre et en Allemagne. Elle va aussi se produire bientôt pour l'équipement ménager et sanitaire dans les mêmes pays. A la fin de 1960, on signale qu'en Grande-Bretagne 500.000 réfrigérateurs, représentant la moitié de la production annuelle, se trouvent invendus. Dans la construction des logements une certaine saturation se manifeste déjà aux Etats-Unis. Elle ne tardera pas non plus à apparaître en Angleterre, et même en Allemagne qui avait encore davantage à reconstruire et à reconstituer les biens durables, puisque même pour le mobilier et l'équipement ménager la plupart des Allemands sont partis de zéro après la guerre. Si ces pays très industrialisés ne changent pas radicalement leur politique des prix suivie jusqu'ici dans la vente des biens durables, une crise insurmontable des débouchés va plonger l'économie des pays industrialisés européens dans une récession semblable à celle devant laquelle les Etats-Unis se trouvent depuis l'été 1957.

Une telle situation ne surprend pas ceux qui ont étudié attentivement les caractères de la dépression économique des années 1930 aux Etats-Unis. Dans ce pays, malgré les interventions énergiques mais inadaptées du président Roosevelt, de 1930 à 1939, le chômage n'avait jamais baissé au-dessous de 19 % de l'effectif des travailleurs, c'est-à-dire de 9 millions de chômeurs (sauf 7,7 millions en 1937, soit alors 14,3 % du total des travailleurs).

Dans le cours spécial donné à plusieurs reprises à l'Université de Lausanne sur les crises économiques, j'avais souligné les dangers qui allaient menacer l'économie occidentale si celle-ci ne modifiait pas le fonctionnement des mécanismes économiques et la politique des prix. J'avais estimé cependant inutile de diffuser largement ces idées aussi longtemps que les pays occidentaux devaient satisfaire d'énormes besoins. La première récession d'après-guerre eut lieu en 1948/1949 et ne se limita pas aux Etats-Unis; elle se fit sentir aussi, mais faiblement, en Europe. Elle laissait prévoir qu'une situation semblable à celle des années 1930 au point de vue de la saturation des débouchés en biens durables allait se présenter dans les années 1950. Aussi, en automne 1949, j'avais écrit un article intitulé: « Peut-on maîtriser la crise économique qui vient? ». En raison des articles reçus antérieurement par la rédaction d'*Economia internazionale* de Gênes, cette étude ne fut publiée par cette revue qu'en décembre 1950 et février 1951. Dans son introduction, j'avais écrit en 1949: « A peine la pénurie de la guerre et de l'immédiat après-guerre s'est-elle atténuée ou a-t-elle disparu, que l'économie des pays occidentaux se trouve devant une conjoncture inverse d'euphorie de certains biens, dite parfois de « surproduction », ce qui établit, par là-même, le détraquement du système économique de ces pays, puisque leur économie, à peine sortie d'un déséquilibre de pénurie, se trouve engagée dans un déséquilibre inverse plus grave encore que le premier par ses conséquences. »

Pour expliquer le déphasement de la date de publication de l'étude par rapport à l'état de la conjoncture qui avait changé depuis la rédaction, j'ajoutai la note suivante: « Cet article a été écrit en automne 1949. A l'heure actuelle et pour un certain temps vraisemblablement, les conséquences économiques de la guerre de Corée ont modifié sensiblement la conjoncture économique. Mais cette modification ne résout pas d'une manière définitive

le déséquilibre de surabondance qui est structurel puisqu'il résulte, comme on va le voir, du milieu économique et du mauvais agencement des mécanismes économiques du capitalisme. Les événements actuels ne font qu'ajourner les difficultés en les aggravant d'ailleurs: ils ne font que faire gagner un peu de temps. De telle sorte que, si l'on ne profite pas de ce répit pour introduire des réformes de structure profondes et adéquates, en définitive on aura seulement reculé pour mieux sauter! L'intérêt de cette étude n'est donc pas diminué par les événements actuels: au contraire! ».

Dès 1950, de nouveaux facteurs apparurent: la guerre de Corée et le réarmement intensif qu'elle déclencha dans les pays occidentaux, l'accroissement des naissances surtout aux Etats-Unis, l'invention et la fabrication de nouveaux biens de consommation, l'aide économique et militaire qui s'ajouta à l'aide du Plan Marshall et en fit les fournisseurs du monde entier, le transfert de la population des grandes villes vers les banlieues, l'engouement pour l'automobile, l'équipement ménager, etc., l'introduction de nouvelles techniques (automation, chimie de synthèse, énergie nucléaire, etc.) exigeant des recherches coûteuses et des investissements productifs énormes, la création d'autoroutes, la construction des barrages et canaux comme ceux des Grands Lacs, le déplacement d'une partie de l'activité économique dans de nouvelles régions, le développement des ventes à tempérament à la suite du redoublement de la publicité commerciale et des gaspillages engendrés par les excès de cette publicité, etc. Tous ces facteurs ouvrirent pour un certain temps des débouchés nouveaux à l'économie américaine la plus avancée. Sans ces facteurs, cette économie aurait déjà marqué dès 1950 des signes d'essoufflement persistant. Comme le montre M. Manoussos (p. 209), la saturation des besoins solvables aux prix pratiqués sur le marché aux Etats-Unis a commencé de se manifester dès la fin de 1955 pour l'automobile. Elle s'est étendue à d'autres biens durables dès l'été 1957.

En 1958, lorsque les statistiques du chômage et des ventes de certains biens durables montrèrent que l'économie américaine était revenue à une situation semblable à celle des années 1930, j'ai publié dans la revue *Les Etudes américaines*, le cahier LXV intitulé: « Les Etats-Unis face à la récession et à l'inflation ». Dans cette étude, j'ai expliqué comment la politique keynésienne appliquée par l'administration Eisenhower avait empêché la récession de dégénérer en dépression comme cela avait eu lieu durant les années 1930. Mais j'ai souligné que cette politique ne pouvait dompter la récession sans que la planification éclairante soit introduite et sans que la politique des prix des articles produits en masse ne soit modifiée. J'avais attendu le moment où la récession de 1957 se prolongeait aux Etats-Unis pour exprimer vigoureusement ces idées nouvelles, sachant qu'elles passeraient inaperçues si la situation économique ne venait pas à brève échéance en confirmer le bien-fondé. Dans l'étude précitée sur la récession aux Etats-Unis, je réclamaï donc un changement radical de la politique des prix pour les articles dont la fabrication commençait à s'automatiser (fin du chapitre III) et je concluais ainsi le chapitre suivant concernant la durée de la récession (p. 33):

« Si l'administration américaine continue d'intervenir, comme elle l'a fait jusqu'ici, elle continuera à éviter la crise économique et la dépression grave qui suivrait celle-ci; mais elle n'arrivera pas à juguler rapidement la récession elle-même. Celle-ci va encore durer un certain temps avec des hauts et des bas tenant aux variations saisonnières du chômage et aussi et surtout aux contingences... Si on n'introduit pas la planification éclairante *une nouvelle récession ne tardera pas longtemps à apparaître. Elle sera peut-être plus grave, car elle pourra comprendre de nouveaux secteurs importants dont les débouchés seront aussi temporairement saturés d'une manière partielle.* Avec le développement croissant de l'automation,

les proportions de la capacité de production des secteurs atteints par le chômage seront vraisemblablement plus élevées que celles inutilisées actuellement. Dans la suite auront lieu d'autres récessions toujours aggravées par les progrès de l'automatisation et des autres techniques nouvelles.

» L'alternative qui se présente donc en 1958 n'est pas: récession, ou bien crise économique profonde, comme on l'écrit habituellement. Aujourd'hui, on peut dire qu'on est arrivé à empêcher la récession de dégénérer en dépression. L'alternative est: *récession qui va encore durer et qui reviendra assez fréquemment en s'aggravant*, ou bien croissance harmonisée sans inflation ni chômage. Car, contrairement à ce qu'ont affirmé beaucoup d'économistes, la récession actuelle n'est pas une pause nécessaire pour que l'économie des Etats-Unis puisse « digérer les progrès antérieurs ». La récession présente est un ensemble de mal-adaptations sectorielles de l'économie américaine qu'on aurait pu prévenir. »

La situation économique aux Etats-Unis en 1959 et en 1960 a pleinement confirmé ce diagnostic.

Comme je l'indique dans la préface de l'ouvrage de M. Manoussos, fin juillet 1960 à la Convention républicaine de Chicago, le président Eisenhower — autant par optimisme congénital que pour les besoins de propagande de son parti — a affirmé que les Etats-Unis n'ont jamais joui d'une aussi grande prospérité et qu'ils n'ont jamais occupé un plus grand nombre de travailleurs. Les publicitaires — ses conseillers — lui avaient inspiré ces habiles déclarations. Elles n'étaient pas contraires à la réalité, mais elles étaient *tendancieuses* parce qu'elles n'exprimaient qu'une partie de cette réalité. Elles écartaient les faits qui présagent un avenir sombre pour l'économie des Etats-Unis, à moins que la situation soit vigoureusement redressée par la nouvelle administration. En effet, malgré que la main-d'œuvre occupée en 1960 fût plus élevée aux Etats-Unis qu'antérieurement en raison de l'accroissement de la population active et de l'augmentation de la production des biens non durables consommés par une population rapidement croissante, le nombre de chômeurs n'a pas considérablement diminué par rapport à 1958; il va augmenter d'ailleurs sensiblement par l'afflux accru pendant plusieurs années de jeunes travailleurs nés après guerre en quête d'un premier emploi et qui ne sont pas portés sur les statistiques des chômeurs lorsqu'ils n'ont jamais occupé un emploi. De même, malgré que l'indice de la production industrielle soit passé en 1959 et au début de 1960 à un niveau supérieur à celui atteint au début et au milieu de 1957, avant la récession, cette dernière dure encore dans certains secteurs comme celui de l'automobile, de la sidérurgie, etc. qui n'utilisent qu'une partie de l'appareil productif déjà installé.

Les perspectives d'avenir pour l'économie américaine se sont encore détériorées en 1960. Au début de septembre 1960, deux mois avant les élections présidentielles, le 3 septembre 1960, l'hebdomadaire *Business Week* publiait un article intitulé: « Variations des économistes sur le thème: récession en 1961 ». Deux semaines plus tard, l'hebdomadaire *United States News and World Report* du 19 septembre 1960 exposait l'opinion de William F. Butler, vice-président de la plus grande banque de New York, la Chase Manhattan Bank, d'après laquelle une récession de six à neuf mois apparaîtrait aux Etats-Unis au printemps de 1961. Cet article citait en outre les prévisions semblables de beaucoup d'autres autorités.

Lorsque ces articles parurent, on pouvait se demander pour quelles raisons des milieux habituellement favorables aux républicains annonçaient tout à coup des mauvaises nouvelles économiques pour 1961. De telles prévisions semblaient devoir nuire gravement aux républicains dans la campagne électorale. On pouvait donc se poser la question: Pourquoi

n'a-t-on pas caché ces prévisions économiques défavorables sous le tapis, comme on l'avait fait à la Maison-Blanche pour les rapports secrets des ambassadeurs américains qui signalaient le déclin général du prestige des Etats-Unis dans les pays étrangers même amis ?

En novembre 1960, lorsqu'on a pu consulter en Suisse les graphiques qui représentent les variations de la production des industries manufacturières (biens durables et biens non durables indiqués séparément) durant le premier semestre de 1960, on s'est nettement rendu compte que les Etats-Unis, depuis février 1960, sont entrés dans une nouvelle récession en ce qui concerne les biens durables. En effet, d'après les statistiques du Federal Reserve Board, la production des biens durables avait baissé, déjà en juillet 1960, de plus de 6 % par rapport à celle du mois de janvier 1960. Au milieu de 1960, cette production se trouvait seulement de 2 % au-dessus du niveau atteint durant le premier semestre 1957, de 3 % au-dessus du niveau atteint à la fin de l'été 1955 et de 5 % au-dessus de celui du milieu de 1953. Ainsi, si l'on tient compte que durant les sept années qui vont de 1953 à 1960 la population des Etats-Unis a augmenté de 12 % (environ 1,7 % par an), *au milieu de 1960, aux Etats-Unis, la production des biens durables par habitant est inférieure de 7 % environ par rapport au niveau atteint sept années auparavant au début de la première présidence Eisenhower.*

Ainsi, la statistique de la production des biens durables aux Etats-Unis montre que depuis plusieurs années *il y a saturation partielle des besoins solvables au niveau des prix pratiqués* sur le marché. Depuis février 1960, l'économie américaine est donc entrée dans une nouvelle récession concernant les biens durables. En annonçant, quelques jours avant les élections de novembre, une nouvelle récession aux Etats-Unis, les démocrates auraient pu provoquer un choc psychologique qui leur aurait été favorable. C'est pour affaiblir ce choc en l'évitant assez à l'avance que les amis des républicains, en septembre 1960, ont prévu la récession pour 1961, alors qu'elle avait déjà commencé en février 1960 ! De telles habiletés s'expliquent par la propagande électorale durant la campagne présidentielle. Mais, au point de vue économique, elles constituent un euphémisme d'une probité assez douteuse.

Les autorités bancaires et l'administration américaine avaient essayé, mais en vain, d'atténuer cette récession. Bertrand de Jouvenel écrit à cet égard (*Bulletin Sedeis* du 1^{er} novembre 1960, p. 8) : « A la différence de ce qu'il avait fait en 1957, alors qu'il avait si fâcheusement resserré encore le crédit en août alors que la récession était déjà manifeste, le Federal Reserve Board a cette fois commencé à faire une politique libérale d'*open-market* dès fin mars. Alors qu'en septembre 1957 la direction du budget faisait encore annuler des commandes militaires, au contraire, cette fois il y a eu un effort pour le groupement massif de commandes. Mais tout cela est faible et suffit tout juste à compenser les facteurs dépressifs, et encore incomplètement. Pour relancer, il faudra plus que cela. » Dans son livre, M. Manoussos a bien indiqué pour quelles raisons les variations des crédits et celles des dépenses publiques sont nettement insuffisantes pour obtenir le plein emploi et une croissance harmonisée dans les pays très industrialisés.

Tous ces faits montrent que *les Etats-Unis sont entrés depuis plusieurs années déjà dans une phase très critique de leur histoire économique et même de leur histoire tout court*, ce que leurs dirigeants en 1960 n'avaient pas le courage de reconnaître. Certains économistes (Walter-W. Heller et Paul-A. Samuelson), qui conseillent les dirigeants démocrates élus en novembre 1960, ont déjà reconnu l'existence d'une nouvelle récession aux Etats-Unis (voir le *New York Times* du 24 décembre 1960). Le même journal du 1^{er} janvier 1961 a intitulé un de ses articles économiques : « 1960, une année de grandes promesses, mais qui développe une

récession cachée ». Cet article débute ainsi : « L'année 1960 a été avant tout l'année de la récession cachée. Celle-ci s'est graduellement manifestée au cours des divers mois... »¹

Au point de vue de la saturation des besoins solvables en biens durables aux prix pratiqués sur le marché, les Etats-Unis se trouvent dans une situation semblable à celle des années 1930. Certes, durant ces années-là, il y a eu une faible réduction de chômage en 1935 et en 1936 et une diminution plus importante en 1937. Mais en 1938, le chômage était revenu au niveau élevé antérieur à 1935 et l'indice de production des industries manufacturières était aussi bas qu'en 1935, comme le montre M. Manoussos (p. 191). De même, au début de 1960 aux Etats-Unis, la récession de 1957 se manifestait encore par des séquelles persistantes dans de nombreux secteurs au moment où l'économie américaine est entrée,

¹ De même, pendant la campagne pour l'élection présidentielle, certains économistes américains, se fondant sur une publication récente de Strumiline, avaient laissé entendre que le rythme de croissance de l'économie soviétique pouvait être encore beaucoup moins élevé que celui de 8 % indiqué récemment par le doyen des économistes soviétiques (voir Manoussos, note 2 bis, p. 281-282).

Après les élections présidentielles, les mêmes économistes reconnaissent que la croissance de l'économie soviétique est plusieurs fois celle de l'économie américaine. La raison qu'ils donnent d'abord (le plus grand développement des services aux Etats-Unis) pour expliquer le taux bas de croissance de cette dernière économie n'est pas fondée, comme l'a montré M. Manoussos (p. 306-307).

Ainsi, dans le *New York Times* du 1^{er} janvier 1961, Harry Schwartz écrit notamment :

« Les chiffres des Etats-Unis comprennent un montant bien plus grand de services que ceux des Soviets — qu'il s'agisse de ceux des hommes de loi, des agents d'assurance ou d'esthéticiennes. L'année dernière, là où l'Union soviétique a eu une nette avance comme d'habitude, c'est son taux de croissance. Selon les évaluations officielles, la production de l'industrie lourde a augmenté de 10 % en 1960 et le revenu national de 9 %... Même en tenant compte de l'exagération statistique, il est clair que l'année passée le taux de croissance de la production soviétique, à la fois pour l'ensemble et pour l'industrie seule, a été plusieurs fois celui de la production des Etats-Unis. Vers la fin de 1960, la production américaine diminuait tandis que celle de l'Union soviétique continuait d'augmenter.

« L'année passée, comme, dans les années précédentes, la meilleure performance fut réalisée dans l'industrie lourde. Par exemple, la production de l'acier a augmenté de plus de 5 millions de tonnes et pour la première fois a dépassé les 65 millions par an. Dans les dernières semaines de 1960, la dépression de la demande dans l'industrie de l'acier aux Etats-Unis et la hausse continue de la production soviétique rendaient la production réelle soviétique plus importante, quoique la capacité américaine s'élève approximativement à deux fois celle de l'Union soviétique. Calculée sur toute l'année, l'Union soviétique a produit seulement le 70 % de l'acier par rapport aux Etats-Unis... »

H. Schwartz ne tient pas compte que, durant le premier semestre de 1960, l'utilisation de la capacité des aciéries américaines a été très élevée, et par suite exceptionnelle, du fait de la reconstitution des stocks après la grève de huit mois en 1959. La dernière comparaison établie par Schwartz est donc faussée par cette reconstitution. Schwartz est donc encore trop optimiste.

Commentant cet article du *New York Times*, dans le *Monde* du 5 janvier 1961, André Pierre écrit :

« Au cours du troisième trimestre de 1960, les Etats-Unis ont produit 19,6 millions de tonnes d'acier et l'URSS 18 millions de tonnes. L'écart, on le voit, est devenu très faible. On s'en inquiète beaucoup à Washington, mais on s'en réjouit à Moscou, où l'on estime que, dans la compétition pacifique entre les deux pays, l'URSS marque un point important. Khrouchtchev avait raison, dit-on, de se montrer optimiste dans son rapport au 21^e Congrès sur le plan septennal (janvier 1959).

« Au lendemain de la guerre, la production soviétique de l'acier accusait un retard énorme par rapport à celle des Etats-Unis : 12,3 millions de tonnes contre 72,3 en 1945, c'est-à-dire presque six fois moins. Mais le développement de la métallurgie soviétique n'allait pas tarder à réduire l'écart entre les deux pays... La *Pravda* écrivait le 11 novembre dans un article consacré à la métallurgie de l'URSS : « Par rapport à 1957 la production de l'acier a augmenté chez nous de près de 9 millions de tonnes, soit plus de 17 % dans les années 1958/1959, tandis que pendant la même période elle a diminué de 17,4 millions de tonnes, soit de 17 % aux Etats-Unis ».

« D'après le plan septennal, l'URSS devra produire 64,9 millions de tonnes en 1960. Tout porte à croire que ce chiffre sera atteint. On était déjà arrivé en effet à 32 millions pour les six premiers mois et à 48,4 millions à la fin du troisième trimestre.

« Or, on sait qu'au quatrième trimestre, qui est celui de l'anniversaire de la Révolution, l'émulation socialiste tend à accélérer le rythme de la production. Le gouvernement de Moscou, qui ne cesse d'affirmer que le plan septennal sera réalisé avant terme, en six ans et peut-être même en cinq ans pour certaines industries, est persuadé que les aciéries soviétiques n'auront également aucune peine à atteindre les objectifs fixés pour 1965, soit 86 à 91 millions de tonnes... Dans les années 1955/1956, les aciéries américaines avaient largement dépassé les 100 millions de tonnes. Elles devront retrouver leurs chiffres records si elles ne veulent pas se laisser distancer dans un avenir très proche par les usines de l'URSS. »

relativement aux biens durables, dans une nouvelle récession dès février 1960. *Aujourd'hui, l'économie américaine traverse donc une suite de récessions aggravées et de récessions atténuées.* Cette saturation est assez semblable à celle des années 1930 où l'économie des Etats-Unis traversait aussi une suite de dépressions aggravées et de dépressions atténuées. Certes, à présent, le nombre des chômeurs est en moyenne la moitié de celui des années 1930. Dès le milieu de 1957 l'administration républicaine est intervenue énergiquement pour empêcher le circuit économique de se désamorcer comme cela avait eu lieu durant les années 1930. (Voir cahier LXV des *Etudes américaines*, début du chapitre IV.)

Mais, pour les années 1960, les perspectives sont presque aussi sombres, étant donné que, pour les biens durables, le même obstacle subsiste: la saturation des besoins solvables aux prix pratiqués sur le marché ainsi que l'a déjà noté M. Manoussos à la fin du chapitre consacré à l'expérience Roosevelt. En outre, bientôt les années-charnières 1962-1965 commenceront. Au cours de ces années, la demande solvable des biens durables va diminuer tandis que le flux des jeunes en quête d'emploi va augmenter, ainsi que M. Manoussos l'a indiqué dans le dernier chapitre de son livre.

D'ailleurs, en ce moment, on assiste à un changement de l'infrastructure de l'économie américaine. Ce changement peut réduire assez sensiblement la demande de certains biens durables: autos, bungalows, mobilier. Ce changement est ainsi décrit par B. de Jouvenel dans le *Bulletin Sedeis* précité (p. 10):

« L'autre phénomène qui nous paraît devoir être signalé est que l'indifférence aux problèmes d'infrastructure a ôté de la valeur d'usage à certains produits industriels de consommation. Tel est éminemment le cas de l'automobile: cet instrument a permis l'éclatement des villes américaines, le travailleur urbain se trouvant incité à loger à distance de son lieu de travail, auquel il pouvait aisément accéder par automobile. Cette distance a même rendu nécessaire la seconde automobile familiale, employée par l'épouse pour conduire les enfants à l'école, faire ses achats, etc. Mais l'accès aux lieux de travail est devenu de plus en plus difficile, le transport a coûté de plus en plus de temps. L'évasion suburbaine orientée vers certains secteurs par les entrepreneurs de viabilité a causé une prodigieuse valorisation des terrains. C'est ainsi qu'un lot propre à recevoir une maison avec garage et un petit jardin peut coûter de 7500 à 9000 dollars, dépense qui vient grever le mode de vie suburbain, et, s'ajoutant, voire détermine, selon certains, un contre-courant de re-urbanisation qui entraîne l'élimination d'une au moins des voitures et la contraction du mobilier.

» Le phénomène du renchérissement des terrains à bâtir suburbains, qui a été extrêmement prononcé au cours des quatre dernières années, est cité par l'industrie de la construction comme un élément de découragement de son activité. Si le nombre des maisons particulières mises en chantier au cours des neuf premiers mois de cette année est élevé — 973.000 — il est inférieur de non moins de 19 % au chiffre des neuf premiers mois de l'an dernier. Ce fléchissement va s'accroissant (— 29 % en septembre relativement à septembre 1959) nonobstant le fléchissement des prix demandés par les constructeurs: l'un d'eux par exemple signale qu'il vend 17.500 dollars un bungalow de trois chambres à coucher qu'il facturait 18.900 dollars il y a six mois. »

Les changements ainsi décrits par B. de Jouvenel prouvent encore que, au fur et à mesure que l'économie des pays industrialisés se développe, elle devient un ensemble toujours plus compliqué dont les diverses composantes sont de plus en plus solidaires. *Etant donné cette interdépendance accrue, il apparaît nettement que la croissance harmonisée de l'économie moderne ne peut se poursuivre d'une manière régulière et élevée que si le développement des divers secteurs solidaires les uns des autres est coordonné par les instruments*

d'observation et d'information et par les politiques sélectives du crédit et de l'impôt différencié à la dépense que constitue ce que j'appelle *la planification éclairante*.

En 1960, aux Etats-Unis, dans la catégorie des biens durables, l'automobile est encore l'article qui a donné le moins de déceptions, bien que l'appareil de la production ne soit utilisé que très partiellement. Dans le *Bulletin Sedeis* précité, B. de Jouvenel prévoyait qu'en 1960 6,6 millions de voitures neuves seraient vendues, soit davantage qu'en 1957, mais beaucoup moins qu'en 1955. En raison du marché accru des voitures importées, il évaluait, en 1960, la fabrication des voitures américaines à 6 millions contre 6,2 millions en 1957. En outre, il signalait que les perspectives pour 1961 dans l'automobile s'étaient assombries par la baisse des prix de 25 % qu'ont subie, depuis le début de 1960, les prix des voitures d'occasion.

A la fin de décembre 1960, *Ward's Automotive Reports* de Détroit estiment que la production en 1960 atteindra 6.693.800 voitures, soit un total de 19,7 % plus élevé que celui de 1959. Ce total constituerait un chiffre record de production venant immédiatement après celui de 1955, année où 7.942.132 voitures furent produites.

La présentation de ces statistiques est tendancieuse: elle n'indique pas le nombre des voitures invendues à la fin de l'année. En 1955, ce nombre s'élevait à plus de 700.000. Si le chiffre des invendus est aussi élevé en 1960, les progrès réalisés ne seront pas plus élevés que ceux évalués par B. de Jouvenel. Les renseignements qui parviennent de Détroit au début de la deuxième semaine de janvier 1961 semblent bien confirmer que le nombre de voitures invendues à la fin de 1960 est très élevé. En effet, l'American Motors, Chrysler Corp., Ford Motor Company et plusieurs divisions de la General Motors ont signalé des diminutions de production et des licenciements atteignant plus de 13.000 ouvriers. La plupart des constructeurs d'automobiles travaillent actuellement sur la base de la semaine de quatre jours et certains ne fonctionnent que trois jours par semaine. A la suite de ces réductions, la production automobile des Etats-Unis tombera dans la semaine du 9 au 14 janvier aux environs de 73.000 voitures contre 86.498 voitures la semaine précédente et 163.269 voitures durant la semaine correspondante de l'année dernière. Si la production automobile est ainsi tombée de plus de moitié au début de l'année 1961 par rapport au début de 1960, c'est donc que les stocks invendus sont particulièrement importants ¹.

Dans l'équipement ménager et la télévision, la situation est encore plus inquiétante. Les stocks en magasin augmentent sans cesse malgré la réduction de la fabrication. Des baisses importantes sont consenties pour alléger ces stocks: 20 % sur les appareils de télévision, 33 % sur certains frigorifiques. Mais, comme ces appareils étaient et sont beaucoup plus chers aux Etats-Unis qu'en Europe, la baisse des prix est encore très insuffisante pour mettre ces appareils à l'état neuf à la portée de la population à revenus modestes.

La suite de récessions aggravées et de récessions atténuées que traverse l'économie américaine depuis 1957 est non seulement très grave pour les Etats-Unis mais aussi pour les autres pays industriels de l'Occident. Elle est alarmante pour ces derniers pays, car, s'ils n'interviennent pas énergiquement à temps, dans quelques années ils seront dans une situation semblable à celle des Etats-Unis. Comme l'a bien souligné M. Manoussos à la fin de son livre, *les difficultés actuellement plus grandes de l'économie américaine préfigurent ce que seront dans quelques années les difficultés des autres pays industrialisés de l'Ouest* si

¹ A peine les lignes précédentes avaient-elles été ajoutées, que les journaux du 10 janvier 1961 faisaient connaître que la capitale de l'automobile des Etats-Unis, Détroit, compte *1 million de voitures invendues*, de sorte qu'une réduction de la production est probable. On dénombrait, en décembre, 227.000 chômeurs à Détroit, soit 8 % de la main-d'œuvre de l'Etat du Michigan.

d'ici là ces pays n'arrivent pas à surmonter les obstacles qui s'opposent à la croissance de leur économie.

D'ailleurs, *en ce qui concerne les biens durables, des symptômes inquiétants de saturation partielle des besoins solvables apparaissent déjà dans les pays très industrialisés de l'Europe.* En France, faute de débouchés pour ses voitures, la Régie Renault a dû réduire la durée de travail hebdomadaire de son personnel pendant l'été 1960 et en licencier une partie en automne 1960. D'autres constructeurs annoncent qu'ils vont réduire la durée du travail. Vers la fin de l'année 1960, on signale aussi une augmentation sensible du chômage dans les usines d'automobiles des Midlands en Grande-Bretagne, sans compter le chômage dans la fabrication des frigorifiques et des téléviseurs britanniques qui sévit plus intensivement encore qu'en Amérique. Ainsi, la Ford britannique a réduit la semaine de travail à quatre jours en décembre et à trois jours à partir de janvier 1961. Du fait de la crise des exportations, certaines usines ne travaillent même plus que deux jours par semaine.

L'Allemagne occidentale — qui a eu beaucoup plus à reconstruire que l'Angleterre et la France — et l'Italie, qui était moins développée, offrent encore aux biens durables des débouchés assez importants aux prix actuels, à condition qu'elles puissent continuer à en exporter une partie notable. C'est le cas particulièrement de l'Allemagne qui vend à l'extérieur presque la moitié de la production de tels biens. Mais la saturation partielle de leurs débouchés aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en France va faire refluer beaucoup de biens durables en Allemagne et en Italie en raison de l'application graduelle du Traité de Rome et aussi de la riposte en deux temps que l'industrie américaine et notamment l'industrie automobile est en train de préparer. (Voir l'article de Paul Fabra paru dans *Le Monde économique et financier* du 22/23 janvier 1961: « Vers une compétition frénétique dans l'industrie automobile: l'Allemagne et l'Angleterre deviendront le tremplin de l'offensive américaine en Europe. ») Ainsi, la General Motors, dont le chiffre d'affaires égale le budget de la France, se propose d'investir 2,5 milliards de francs suisses dans ses installations européennes. De telle sorte que, même pour l'Allemagne occidentale et l'Italie, la saturation partielle des débouchés pour les biens durables risque d'être précipitée parce que cette saturation est déjà atteinte dans certains pays concurrents. Ces pays vont concurrencer l'Allemagne et l'Italie à l'intérieur et à l'extérieur — ce qui va obliger la plus grande partie de leur production à être écoulee sur le marché interne.

En Angleterre et en France, la saturation est déjà atteinte aux prix actuels du marché. Ainsi, en France, en ce qui concerne l'automobile, le réseau insuffisant d'autoroutes et l'encombrement croissant des grandes villes retiennent beaucoup de personnes d'acquérir une voiture. Durant le second semestre 1960 les ventes ont baissé de 5 % environ pour les voitures particulières et de 11 % pour les camions et les voitures utilitaires. La détaxation au printemps 1961 de quelques centimes du prix du litre d'essence ne va guère stimuler la vente. Après les Etats-Unis, la France est le pays le plus fortement motorisé du monde. Au 1^{er} janvier 1960, il y avait 4.700.000 voitures particulières, soit 110 voitures pour 1.000 habitants.

Les constructeurs et les pouvoirs publics n'étudient pas les possibilités d'absorption du marché en envisageant la baisse drastique des prix et en cherchant à réaliser d'autres conditions qui doivent être remplies pour que la vente des voitures se développe: possibilité de parage dans les grandes villes, construction d'autoroutes dans les régions où la circulation est la plus dense, etc. Ils se bornent à réaliser ou à prévoir des extensions gigantesques d'investissements ou des accords de concentration. Par là ils cherchent à dominer leurs concurrents de l'intérieur ou de l'extérieur, sans se demander où peut conduire une telle politique incoordonnée et folle d'agrandissement des investissements productifs.

Sur la base des nouvelles installations déclarées à ce jour, on prévoit que la fabrication des voitures en Europe occidentale va passer de 3,5 millions en 1958 à 7 millions en 1962-1963 et à 9,5 millions en 1965. Ce dernier chiffre représente une fois et demi la production moyenne annuelle des Etats-Unis depuis 1956. Devant l'énormité de ces prévisions, le directeur de la régie Renault, Pierre Dreyfus a déclaré que « les cheveux se dressent sur sa tête lorsqu'il songe au développement gigantesque qui attend la production européenne d'automobiles » (voir *Der Volkswirt* du 7 janvier 1961, p. 22-23, l'article d'Egon Kaskeline). Il a entrevu certains facteurs défavorables à l'extension des ventes aux prix actuels lorsqu'il a ajouté: « Nous ne pouvons toutefois pas espérer que le pouvoir d'absorption du marché de l'automobile double. La concurrence américaine augmente dans le domaine de la petite voiture. L'Amérique du Sud va bientôt fabriquer ses propres véhicules. Les possibilités de vente en Asie et en Afrique se trouvent limitées. Nous devons donc soit réduire les investissements ou compter avec des difficultés qui entraîneront un nouveau mouvement de concentration dans l'industrie. » Pendant que P. Dreyfus exprime ainsi ses appréhensions, en France, le ministre de la production industrielle Marcel Jeanneney se borne à déclarer à la presse française que l'industrie automobile européenne se prépare des jours difficiles. Mais, ni les grands constructeurs, ni les représentants des pouvoirs publics ne parlent de la nécessité de baisser les prix des articles des biens durables pour leur trouver de nouveaux débouchés, ni de la nécessité d'éclairer les entreprises privées et de coordonner leurs investissements productifs pour ne pas arriver à une situation semblable devant laquelle se trouve depuis 1956 l'industrie automobile américaine. On n'a pas prêté attention que la France et la Grande-Bretagne se trouvent déjà, et que l'Italie et l'Allemagne vont se trouver, pour les biens durables, dans une situation semblable à celle où se trouvaient les Etats-Unis en 1955-1956, précisément parce que les dirigeants américains avaient eu alors le même comportement qu'ont maintenant les dirigeants européens.

Ces derniers sont encore beaucoup plus imprévoyants et superficiels que les premiers: les grandes difficultés présentes de la production américaine des biens durables auraient dû leur ouvrir les yeux et les porter à chercher déjà depuis plusieurs années des solutions qui évitent à leurs entreprises et à leurs pays de se heurter à de tels obstacles. Certes, ces obstacles ne sont pas insurmontables. Mais il est beaucoup plus difficile de les maîtriser lorsque les maladaptations et le chômage se sont développés que de les prévenir. Prévenir vaut mieux que guérir! Surtout lorsqu'il s'agit de l'avenir d'une industrie-clef qui commande dans la deuxième moitié du xx^e siècle la prospérité de l'économie privée de la plupart des pays occidentaux très industrialisés, comme durant la seconde moitié du xix^e siècle la construction des chemins de fer avait gouverné la croissance de ces mêmes pays. Il ne faut pas oublier qu'en France par exemple, l'industrie automobile occupe une position presque aussi dominante qu'aux Etats-Unis. Ses usines consomment aujourd'hui 13 % de la production de l'acier français, 53 % de l'aluminium, 50 % du caoutchouc synthétique, 18 % des vernis industriels et 90 % des glaces de sécurité. Son chiffre d'affaires annuel est évalué à 11 milliards de N.F. Une étude de l'Automobile-Club de France estime que « quatre millions de Français vivent de l'automobile, et leur entretien dépend uniquement de la prospérité de cette industrie ». Que vont devenir l'économie française et l'économie britannique, puis l'économie allemande et l'économie italienne si, dans ces pays, la production automobile n'avance plus et même se met à reculer comme elle l'a fait à partir de 1956 aux Etats-Unis ?

L'heure de la vérité approche donc pour l'économie privée dans les pays les plus industrialisés. Comme l'a mis en lumière d'une manière excellente M. Manoussos au début du

chapitre consacré à la politique des prix de ces pays, aujourd'hui, il ne s'agit pas de limiter les débouchés des biens durables de consommation comme le font les pays de l'Est, qui n'ont pas encore eu le temps de préparer à l'avance assez d'investissements productifs destinés à la fabrication de masse de ces biens. *Pour les pays industrialisés de l'Occident, le problème de survie de l'économie privée est de trouver dès maintenant aux biens de consommation durables des débouchés suffisants et permanents.*

Le seul moyen — en harmonie avec le régime économique des pays occidentaux fondé sur l'entreprise privée pour résoudre ce problème — consiste en *une baisse drastique des prix des articles produits en masse.* Avec l'économie privée, il est nécessaire que chaque entreprise ou chaque branche de l'économie couvre ses frais de production et de vente — sinon chaque année, du moins en moyenne sur un certain nombre d'années. A la différence de l'économie collectiviste où l'Etat est l'entrepreneur universel, dans l'économie privée il n'est pas possible de compenser les pertes de certaines entreprises ou de certaines branches par les bénéfices élevés réalisés dans d'autres entreprises et dans d'autres branches, qui dans les pays de l'Est peuvent vendre très cher leurs produits puisqu'elles n'ont pas de concurrents sur le marché. Le système des subventions, tel qu'il fonctionne dans certains pays occidentaux pour les produits agricoles essentiels et même parfois pour quelques articles ou services industriels, ne peut pas être généralisé. Cette généralisation étoufferait l'économie privée dans un réseau si serré d'interventions administratives et fiscales et de charges si lourdes qu'elle augmenterait les frais parasites de l'économie privée beaucoup plus encore que la planification bureaucratique n'augmente ceux du collectivisme. En outre, un tel système généralisé de subventions briderait trop étroitement les initiatives individuelles et aggraverait dangereusement la sclérose qui atteint déjà fortement, en Occident, beaucoup de secteurs cartellisés. L'économie privée présenterait alors tous les inconvénients du collectivisme sans en offrir les avantages. Dans ces conditions, elle ne pourrait résister longtemps non plus à la compétition économique de l'Est. Si elle désire subsister dans des conditions favorisant son épanouissement, l'entreprise privée doit donc pouvoir équilibrer sa gestion financière. Mais alors, la conséquence inévitable de cette exigence de *l'économie privée est la nécessité absolue pour elle de baisser les prix d'une manière énergique*, du moins pour les articles produits en masse lorsque les besoins solvables sont déjà saturés comme maintenant aux prix du marché pour les biens durables.

M. Manoussos a très bien expliqué (p. 265) pour quels motifs aujourd'hui la politique de baisse des prix est un moyen d'ouvrir des débouchés auquel les producteurs ne pensent même plus. Il a fait connaître aussi comment une politique sélective des prêts à la production et à la consommation (renforcée au besoin par une politique fiscale également sélective parce que fondée sur l'impôt différencié à la dépense) pourrait et devrait faciliter la politique de baisse des prix dans les secteurs de la production qui n'utilisent pas leurs investissements à pleine capacité. Il a souligné enfin comment le plein emploi pourrait être obtenu sans répercuter les déséquilibres sectoriels dans les autres branches comme le fait aujourd'hui la politique de hausse des prix suivie par les pays occidentaux (p. 264-274).

Ainsi, de nos jours, dans les pays très industrialisés de l'Ouest, la politique de baisse des prix est le seul moyen permettant aux masses populaires d'élever leur niveau de vie, en mettant à leur disposition des produits en masses de plus en plus grandes par un commencement d'automatisation de la fabrication. Avec les nouvelles techniques, les entreprises pourraient baisser le prix de revient et leurs prix de vente d'une manière drastique. Seuls des prix de plus en plus bas leur ouvriront d'une manière permanente les débouchés qu'elles cherchent vainement dans d'autres directions, et notamment dans l'intensification abusive

et parasitaire de la publicité commerciale dont les effets, comme l'a montré M. Manoussos, au bout d'un certain temps, vont presque toujours à fins contraires.

Une seule issue existe donc de nos jours pour l'entreprise privée dans les pays très industrialisés. Elle consiste en une forte baisse des prix qui mettrait à la portée des masses populaires les biens durables de consommation. *Outre la planification éclairante, cette baisse des prix est le seul moyen pratique pour stimuler et régulariser la croissance de l'économie privée* dans les pays industrialisés. Le rêve de l'abondance, caressé par les communistes du XIX^e siècle et par les « abondancistes », tels que Jacques Duboin, qui au XX^e siècle ont élaboré une doctrine de l'abondance, peut être désormais réalisé: il est à la portée de tous les consommateurs dans les pays occidentaux très industrialisés. A une condition cependant: les entreprises privées de ces pays doivent pratiquer une baisse énergique des prix pour les articles produits en masse. C'est le moyen vraiment pratique pour que les classes populaires profitent pleinement et sans retard du progrès technique et par suite puissent élever toujours davantage leur bien-être matériel, sans que le niveau général des salaires ait besoin de monter et sans que la croissance de l'économie se trouve ralentie ni déséquilibrée.

Dans son livre, M. Manoussos a magistralement exposé comment *la politique de baisse des prix des articles produits en masse* avec de nouvelles méthodes de fabrication en train de s'automatiser *dépend elle-même d'autres politiques*: de la politique de stabilisation nominale des salaires dans les secteurs les plus syndicalisés; de la politique des syndicats de salariés en ce qui concerne l'introduction du progrès technique et aussi l'utilisation à pleine capacité de celui déjà installé; de la politique des amortissements des entreprises privées dont les méthodes d'autofinancement entraînant des amortissements anticipés doivent être remplacées par l'amortissement différé des investissements financés par l'épargne personnelle et volontaire; de la politique de réduction des frais excessifs de publicité et aussi d'autres frais parasitaires de distribution de marchandises; de la politique fiscale qui doit remplacer l'impôt sur le revenu et sur la fortune par l'impôt différencié à la dépense, afin de stimuler notamment une épargne personnelle et volontaire suffisante et de diminuer les frais somptuaires des entreprises qui sont grossis pour abaisser le revenu imposable.

Les chefs d'entreprise, les dirigeants syndicaux, les banquiers, les dirigeants politiques et surtout les dirigeants des groupes de pression qui s'intéressent à ces problèmes liront avec grand profit le livre de M. Manoussos. Ils y trouveront exposés clairement les changements qui s'imposent dans tous ces domaines lorsqu'on veut tenir compte de l'évolution de l'économie contemporaine, consécutivement à l'introduction des techniques révolutionnaires d'aujourd'hui, et lorsqu'on ne veut pas entraver le progrès technique au détriment des classes populaires à revenus modestes... et aussi au dépens de leurs intérêts bien compris! ¹

¹ Dans un but d'information démocratique qui mérite d'être approuvé sans réserve, le *New York Times* du 6 janvier 1961 a publié, in extenso, le texte du professeur Paul-A. Samuelson au président élu John Kennedy intitulé: « Prospects and Policies for the 1961 American Economy »:

Dans ce rapport, fouillé et sincère, P. Samuelson reconnaît que personne ne saurait prévoir quand la quatrième récession économique américaine d'après-guerre finira, que le chômage reste élevé et que des miracles ne doivent pas être attendus rapidement. Il a bien analysé aussi ce qui limite la liberté d'action de la politique économique américaine: déséquilibre de la balance des paiements et certaines causes d'inflation appelées « cost-push-inflation », « sellers inflation », ou encore « market-power inflation ». Le professeur Samuelson pense avec raison que, malgré les difficultés à surmonter, un emploi élevé et une croissance réelle de l'économie américaine sont des buts qui ne peuvent être abandonnés, et qu'une politique d'inaction est aussi dangereuse qu'une politique d'intervention excessive.

Cependant, les mesures proposées ne sont pas assez adaptées aux causes profondes de la récession et de l'inflation. Sur certains points, elles se rapprochent de la politique keynésienne suivie par l'administration Eisenhower surtout en 1960. Or, B. de Jouvenel a signalé, ainsi qu'on l'a vu, que les effets de cette politique « ont été faibles et suffisent à compenser les facteurs dépressifs et encore incomplètement ».

C'est pourquoi dans un domaine seulement, celui qui concerne la publicité commerciale, je vais compléter, par quelques renseignements récents concernant l'économie américaine, les idées directrices de M. Manoussos se fondant sur les faits les plus saillants résultant des tendances actuelles de l'économie moderne.

Dans une étude sur le rôle de la publicité commerciale, parue en langues anglaise et allemande, en 1959, j'ai critiqué vivement ses excès. Ces critiques ont provoqué des remous et m'ont valu en Suisse, en Angleterre, en Allemagne et même aux Etats-Unis des réponses. Ces réponses ont été parfois sereines (comme celle du professeur Ferdinand Mauser de la Wayne State University à Détroit) ; mais, le plus souvent, elles ont été hargneuses. De telles réactions ne m'ont pas surpris. C'est volontairement que j'avais mis — et que je mettrai encore au besoin — le bâton dans la fourmilière! Une des meilleures répliques que je puisse donner à ces réponses est la conclusion d'une étude sur la conjoncture américaine que Bertrand de Jouvenel, durant son séjour à l'Université de Californie (Berkeley), a fait paraître, le 1^{er} novembre 1960, dans un supplément du *Bulletin Sedeis* qu'il dirige:

« En lisant la publicité des grands produits industriels, on est amené à se demander si l'image de l'Américain émise par l'industrie publicitaire n'a pas en fin de compte convaincu le producteur plus profondément et durablement que l'acheteur, de sorte que le producteur fournit ce qui convient à un fantôme financé à ses frais, et se représente de moins en moins comment son produit s'ajuste dans un mode de vie dont il ne connaît plus que le mythe et non la réalité. L'exemple le plus simple se trouve dans la longue obstination de Détroit à produire des autos n'entrant pas dans les garages. On a souvent reproché aux producteurs français leur disposition à fournir le produit particulier désiré par le client particulier; on a souligné combien cette flexibilité est contraire à la standardisation du produit qui entraîne

Si les Etats-Unis augmentent les salaires bas, un pouvoir d'achat accru stimulera temporairement la demande des biens durables, mais certains prix ne tarderont pas à monter. Cette hausse va faire peur à ceux qui ont des capitaux monétaires dans les banques américaines: ils vont être portés à les retirer et le déficit de la balance des paiements sera dangereusement aggravé. D'autres effets semblables à ceux que M. Manoussos a indiqués dans son livre (p. 268-269) se manifesteront après un certain délai. Une solution durable et complète ne peut être obtenue sans appliquer les remèdes préconisés par M. Manoussos.

D'ailleurs, sur certains points, P. Samuelson signale qu'une nouvelle investigation est nécessaire. Dans le *New York Herald Tribune* du 9 janvier 1961, David Lawrence critique le rapport de Paul Samuelson. Il lui reproche notamment de ne pas remonter aux causes fondamentales de la récession et de contenir certaines contradictions. Ces critiques sont pertinentes. Malheureusement, d'autres appréciations sont inspirées par la mystique du laisser-faire lorsque Lawrence écrit: « Les contrôles gouvernementaux peuvent seulement faire empirer la situation et aboutir à une économie contrôlée... L'économie planifiée est stérile... » Comme M. Manoussos l'a indiqué dans son livre et comme je l'ai montré dans la préface, beaucoup d'économistes américains et européens ne se rendent pas compte que la planification de l'économie, surtout aujourd'hui, est nécessaire pour éclairer et coordonner le fonctionnement et le développement des entreprises privées. Planifier n'est pas étatiser! En raison de l'interdépendance accrue résultant de l'intensification du progrès technique, seule la planification peut mettre les entreprises privées en état de fonctionner et de se développer dans un cadre qui est de nature à leur faire déployer toutes leurs possibilités.

Dans le bulletin de la semaine du *Monde économique et financier* du 22/23 janvier 1961, les critiques adressées au rapport Samuelson sont encore plus sévères. On y lit notamment: « Les remèdes que les conseillers économiques du président Kennedy préconisent sont assez bénins... Ils s'en tiennent aux procédés d'ordre budgétaire et fiscal... Cette modération surprend un peu... On a l'impression qu'ils ne prennent pas très au sérieux les menaces de crise... On ne peut s'attendre à une forte reprise de l'expansion... »

Par contre, la fin de ce bulletin du *Monde...* retombe dans les erreurs économiques les plus monstrueuses réfutées dans le livre de M. Manoussos, lorsque ce bulletin conclut ainsi en ce qui concerne l'état présent de l'économie américaine: « La population active délaisse l'agriculture et l'industrie pour les services, souvent peu ou point productifs. A ce point de son évolution une société ne peut plus obtenir qu'une croissance lente, à moins que des produits nouveaux ne créent de nouveaux besoins... » La baisse drastique des prix peut ranimer la vente des biens durables dans les pays très industrialisés. La planification éclairante peut coordonner la croissance des divers secteurs de l'économie privée. Le bulletin du *Monde économique et financier* n'a donc pas mieux posé le problème de survie de l'économie occidentale que le *New York Herald Tribune*.

des économies dans la production. Mais il est possible que l'industrie américaine souffre du mal inverse, qu'elle soit affligée d'une sorte d'inflexibilité dans le produit, qui est « le produit idéal pour l'Américain idéal », mais qui souvent convient assez mal aux hommes réels. La vie de l'Américain d'aujourd'hui comporte une foule de problèmes qui ne paraissent être pensés par aucun producteur particulier comme un tout organique auquel son produit doit apporter une contribution appropriée. »

Ces réflexions d'un économiste ayant séjourné plusieurs mois en Amérique pourront être méditées par les publicitaires pour savoir si les excès de la publicité commerciale ouvrent les débouchés comme ils le prétendent ou au contraire s'ils les ferment de plus en plus. Pour faire acheter par vanité des voitures de plus en plus spacieuses, les publicitaires américains se sont braqués unilatéralement sur un aspect psychologique du problème de la vente, sans se rendre compte de l'influence d'autres facteurs bien plus importants. Ils ne se sont pas aperçus non plus que les données du problème évoluaient avec l'augmentation de la circulation qui entraînait des difficultés toujours plus grandes pour parquer ou pour se glisser à travers les embouteillages, avec la concurrence des petites voitures européennes qui ont permis aux Américains d'apprécier leur commodité à de multiples points de vue, etc. Les publicitaires ont considéré que l'échec de Chrysler durant les années 1950 de réduire les dimensions des voitures était une donnée invariable, alors qu'elle n'était qu'une donnée contingente comme le montrent le succès d'American Motors et celui des divers modèles dits « compacts » surtout en 1960. Les publicitaires ont donc fait preuve de cet esprit étriqué qui a conduit aujourd'hui l'Occident aux impasses économiques et politiques que M. Manoussos a exposées dans son livre et que j'ai esquissées dans la préface.

Malheureusement, à l'Ouest, les publicitaires ne sont pas les seuls à voir l'économie avec des œillères. M. Manoussos a montré que la plupart des dirigeants et des économistes occidentaux ont perdu de vue les impératifs de la croissance de l'économie privée surtout pour les biens durables produits en masse, alors que déjà au XIX^e siècle, les économistes classiques avaient mis en lumière la nécessité de la baisse des prix pour que la production soit développée par les entrepreneurs les plus dynamiques dans l'intérêt de tous les consommateurs. M. Manoussos a mis aussi en évidence que, à l'Ouest, le plus grand nombre des dirigeants et des économistes ne tiennent pas compte des exigences de l'évolution technique : stimuler et non freiner l'application des nouvelles méthodes de production (automation, chimie de synthèse, etc.) afin d'élever le bien-être des masses populaires et éclairer et coordonner la croissance des divers secteurs de l'économie afin de tenir compte de leur interdépendance accrue encore par le progrès technique.

Je n'ignore pas que la mise en application de la politique de baisse des prix se heurte à certaines difficultés économiques et surtout psychologiques. Dans la préface à l'ouvrage de M. Manoussos, j'en ai examiné quelques-unes et montré comment on pouvait les surmonter. N'ayant pas la place ici pour reprendre et compléter cette analyse, je renvoie à la préface et aussi à une étude ultérieure.

C. Cependant, il n'est pas sans intérêt d'examiner ici **une objection d'ordre politique** exprimée dans une lettre fort intéressante du professeur André Philip, ancien ministre dans le gouvernement provisoire du général de Gaulle. Après m'avoir informé que la préface l'avait passionné et qu'il allait étudier plus attentivement le problème, le professeur Philip m'a signalé une objection d'ordre politique qui, à première vue, lui semblait très importante : *la politique de baisse des prix risquerait de dresser tout le monde contre elle, et son application exigerait par conséquent un pouvoir quasi dictatorial.*

Ceux qui liront la préface de l'ouvrage de M. Manoussos comprendront que je suis loin de sous-estimer les obstacles provenant des groupes de pression que doit surmonter la politique de baisse des prix, même lorsqu'on la limite aux articles produits en masse. Dans les pays occidentaux, après des démarches, des manœuvres, des luttes et des tractations sans nombre, les divers syndicats de salariés et d'agriculteurs et les associations de commerçants, de publicitaires et d'artisans, comme les ententes patronales, sont arrivés laborieusement à un équilibre entre les prétentions antagonistes. Aussi, les uns et les autres considèrent-ils les conventions collectives en vigueur avec des yeux de père: instinctivement on est porté à défendre son œuvre surtout lorsqu'elle a demandé beaucoup de peine. Ceux qui l'attaquent font figure d'ennemi. Etant donné cet état d'esprit et la mentalité qui s'est créée dans les divers milieux économiques de l'Occident depuis quelques décennies où les accords professionnels ont remplacé toujours davantage la concurrence, les dirigeants et même les membres des groupes de pression ne sont guère préparés psychologiquement à comprendre la nécessité de renoncer à un tissu complexe de conventions collectives qui leur semblent des moyens efficaces de protéger les intérêts légitimes. Ceux qui démontrent les effets pernicieux de tels accords — aggravant la sclérose de l'économie privée et engendrant des obstacles à l'application du progrès technique et à l'élévation du bien-être pour tous — ont beaucoup de chances de ne pas être écoutés lorsqu'ils réclament le changement des mauvaises habitudes contractées.

Cependant, un tel changement est indispensable. C'est une question de vie ou de mort pour l'économie privée, ainsi que je l'ai démontré dans la préface du livre de M. Manoussos. Comme à l'Ouest la baisse des prix est devenue aujourd'hui une des conditions essentielles de la survie de l'économie privée, je pense cependant qu'il y a une faible espérance pour que, à un moment donné, les grands myopes de l'histoire que sont en Occident la plupart des *dirigeants des puissants groupes de pression* arrivent à voir clair s'ils sont informés et conscients de leur responsabilité. *Je crois donc qu'il est possible de modifier leur mentalité par une action psychologique appropriée de vaste envergure, si elle peut être entreprise à l'aide de moyens financiers très importants.* Une telle modification permettrait alors de replacer la solution des problèmes de politique économique et financière sur un terrain qu'on n'aurait jamais dû abandonner: celui de l'étude méthodique et approfondie effectuée par des spécialistes compétents et indépendants.

Devant les dangers qui menacent l'économie privée, *les dirigeants des groupes de pression*, s'ils sont intelligents, *laisseront les autorités politiques nommer*, tant qu'il n'est pas trop tard, *des commissions formées de spécialistes auxquelles les pleins pouvoirs seraient accordés pour redresser l'économie occidentale.* L'attribution de tels pouvoirs à des commissions de spécialistes ne constituerait pas entièrement une innovation. Depuis une quarantaine d'années les pressions antagonistes exercées par les groupes d'intérêts sur les parlementaires ont obligé à maintes reprises certains pays occidentaux à recourir à la procédure des pleins pouvoirs accordés à l'exécutif pour effectuer diverses réformes urgentes. En 1956, le Parlement britannique, pour dépolitiser l'application du droit antitrust, a accordé les mêmes pouvoirs à un tribunal spécialisé: la Restrictive Practices Court pour décider lorsqu'il y aurait abus dans le fonctionnement des ententes. Par exemple encore, en 1936, sous le gouvernement démocrate Franklin-D. Roosevelt, le Motor Carrier Act place les transports routiers sous l'autorité d'une commission fédérale qui reçoit pleins pouvoirs pour fixer des tarifs « justes et raisonnables », prescrire une comptabilité uniforme, interdire aux transporteurs d'accorder des discriminations de tarifs, déterminer les horaires de travail, fixer les dispositifs de sécurité, etc. Il ne s'agirait donc que de *normaliser une pratique déjà*

courante afin de mieux assurer, dans l'intérêt de tous, la compétence et l'indépendance de ceux chargés d'adapter en Occident les mécanismes économiques aux changements résultant de l'évolution de la technique.

Aujourd'hui, en Occident, si l'on n'arrive pas à résoudre ainsi convenablement les difficultés économiques et financières qui doivent être surmontées sans tarder, la compétition économique Est-Ouest conduira inévitablement dans quelques années au triomphe universel du collectivisme, en raison des entraves que les groupes de pression opposent inconsciemment au progrès technique, ainsi que je me suis efforcé de le prouver dans la préface du livre de M. Manoussos. C'est pourquoi j'estime que les économistes conscients des responsabilités de leur mission et ayant un minimum de probité intellectuelle et morale doivent se prononcer nettement pour l'organisation de commissions d'experts compétents et indépendants, pour que la compétition économique engagée entre l'Est et l'Ouest tourne à l'avantage de ce dernier.

Si l'on ne veut pas tomber dans la démagogie en flattant le peuple, il faut avoir l'honnêteté de lui dire que l'élucidation et à plus forte raison une solution convenable des problèmes économiques et financiers fondamentaux dépassent, non seulement la compétence des salariés et des patrons et de beaucoup de leurs représentants, mais encore celle de la plupart des élus populaires aux chambres législatives. Ces problèmes sont ceux de la politique des prix, de la politique des salaires, de la politique du financement des investissements, de la politique syndicale, de la politique du crédit, de la politique des frais de distribution des marchandises, de la politique fiscale, etc. Pour proposer des solutions adaptées à ces problèmes, il faut les avoir étudiés depuis longtemps et être doué exceptionnellement. Car ils sont interdépendants entre eux et avec d'autres questions connexes. Par suite, ils sont les plus complexes et les plus difficiles de la politique économique, surtout si l'on veut les résoudre avec le minimum d'interventions des pouvoirs publics et avec le maximum de liberté pour les particuliers. Il n'y a pas de commune mesure entre ces problèmes et ceux que les élus ont à résoudre dans d'autres domaines, en même temps que dans le domaine économique lorsqu'on a préalablement résolu les problèmes fondamentaux précités.

Une fois bien informé des diverses données et des solutions proposées, des connaissances étendues et un temps assez long pour méditer sont nécessaires afin de choisir la solution la plus convenable. Pour que ce choix soit effectué d'une manière impartiale, il faut aussi et surtout être indépendant. Or, les élus politiques sont trop dépendants des groupes de pression qui habituellement les font élire et réélire et qui leur procurent des situations compensatrices en cas de non-réélection. Quant aux représentants professionnels et syndicaux, de par leur appartenance ils sont juges et parties: ils doivent donc être récusés.

Plus tard, lorsque la menace de désintégration de l'économie et de la démocratie des pays occidentaux sera écartée parce que la régularisation de la croissance et l'élévation du rythme de développement de l'économie privée auront été obtenues par des mesures appropriées qui doivent être appliquées énergiquement sans tarder, alors on pourrait confier des fonctions économiques importantes à des jurys dont les membres seraient indépendants et auraient un minimum de connaissances économiques et financières, ainsi que je l'ai exposé ailleurs¹. Mais, aujourd'hui, si l'on n'arrive pas à faire nommer rapidement des commissions de spécialistes indépendants, dans les pays occidentaux les problèmes économiques fondamentaux ne pourront pas être résolus convenablement dans les délais nécessaires.

¹ Cahier LXVII de la revue *Les Etudes Américaines*, « Marché commun et Zone de libre-échange », p. 39.

Ces commissions devraient pouvoir disposer de crédits suffisants pour éditer des brochures, des dépliants et d'autres documents destinés aux différents intéressés: patrons, salariés, agriculteurs, commerçants, publicitaires, etc. Ces commissions devraient pouvoir organiser des forums et des conférences à la radio, faire paraître des articles dans tous les journaux, exécuter des films qui seraient passés à la télévision et dans les actualités des salles cinématographiques. Ainsi informée et éduquée, l'opinion publique arriverait, au bout d'un certain temps, à comprendre la portée d'intérêt général des décisions des commissions des spécialistes et les suivrait alors assez volontiers. Le livre de M. Manoussos met en évidence (p. 244, 254-5, 259) qu'aux Etats-Unis les milieux d'affaires ont accepté des politiques qui vont à l'encontre de leurs tendances naturelles et de leurs intérêts bien compris. Si de telles décisions ont été adoptées, à plus forte raison il doit être possible de faire accepter une politique économique et financière favorable à l'augmentation incessante de bien-être matériel de l'ensemble de la population.

La détermination de la politique économique et financière par des commissions de spécialistes indépendants devrait être complétée par l'institution de jurys spéciaux dont la fonction serait de juger les conflits collectifs de travail et autres, notamment ceux qui portent sur la fixation des salaires. Comme l'écrit (p. 312) justement M. Manoussos, aujourd'hui en Occident la solution de tels conflits a un caractère féodal ou est inspirée par le corporatisme le plus désuet. Laisser résoudre en dernier ressort les conflits collectifs par la grève, le lock-out ou leur menace, ce n'est pas une solution de justice, mais de force; ce n'est pas une solution de raison, mais de passion; ce n'est pas une solution de civilisé, mais de barbare et même de sauvage! Seuls des jurés, déjà éclairés sur des problèmes à résoudre, et indépendants, peuvent trouver des solutions justes et en même temps conformes au développement continu du progrès technique, à la croissance régulière de l'économie et à l'élévation progressive du bien-être matériel de tous.

Pour diminuer le nombre de conflits collectifs et en même temps pour fournir aux jurys chargés de les trancher des directives adaptées à la croissance de l'économie et conformes à la justice sociale, les commissions de spécialistes devraient dresser des barèmes pour calculer les bases de l'échelle des salaires en fonction des divers facteurs de qualification du travail. Dans la détermination de ces bases, des marges seraient réservées pour que les salaires puissent varier entre certaines limites afin que les diverses branches et les diverses entreprises puissent attirer ou refouler la main-d'œuvre suivant que celle-ci serait trop rare ou trop abondante par rapport à leurs besoins. De telles marges sont indispensables si l'on veut assurer la liberté du choix des travailleurs en ce qui concerne la profession et aussi l'entreprise. Mais, là aussi, on pourrait très bien faire comprendre à tous la nécessité de conserver aux salaires une certaine flexibilité pour atteindre des buts favorables surtout aux travailleurs.

Ainsi, si des spécialistes disposaient des pouvoirs suffisants d'investigation pour éclairer leur religion et des moyens nécessaires d'information et d'éducation pour expliquer à l'élite dirigeante et à l'opinion publique la portée et les raisons de leurs décisions, celles-ci seraient alors comprises et acceptées par le peuple. Car elles lui permettraient d'accéder immédiatement à un degré de plus en plus élevé de bien-être matériel. L'application de la politique de baisse des prix des articles produits en masse introduirait alors, dans les pays occidentaux, la démocratie économique représentée par un bien-être grandissant pour tous. Les pouvoirs économiques confiés à des spécialistes indépendants permettraient de trancher avec justice et impartialité — en tenant compte des exigences de la croissance harmonisée, comme l'a montré M. Manoussos dans son livre — les conflits collectifs relatifs à la répartition

du revenu national. Les grèves et les lock-out, ainsi que diverses réactions des agriculteurs contre des prix agricoles insuffisants, disparaîtraient. *La paix sociale* serait établie d'une manière continue. *La démocratie politique* se trouverait, non pas affaiblie, mais renforcée. Car *la véritable démocratie exige avant tout une démocratie éclairée. Elle n'est pas compatible avec une démocratie mal informée*, comme celle qu'ont malheureusement le plus souvent encore les pays occidentaux, surtout lorsqu'il s'agit de résoudre convenablement les problèmes économiques et financiers fondamentaux.

A cet égard, un autre collègue qui a lu la préface du livre de M. Manoussos m'a adressé une lettre fort intéressante où se trouvent les remarques suivantes, desquelles on peut aisément déduire que la méthode précitée pour surmonter les obstacles énormes provenant de l'existence de puissants groupes de pression commencerait par profiter aux dirigeants eux-mêmes de ces groupes. Ce collègue s'exprime ainsi: « La lecture de cette préface est terrible mais passionnante. La faillite du système actuel est si patente, et si inefficaces sont les remèdes appliqués par des gouvernements prisonniers d'intérêts particuliers (le plus souvent inconsciemment prisonniers, ce qui est très grave) qu'il faut espérer que les appels que vous lancez aux élites occidentales seront entendus avant qu'il ne soit trop tard... A vrai dire, je n'ose pas croire (peut-être par l'effet de quelque pessimisme subjectif) que vous serez écouté à temps par nos gouvernements et par les dirigeants des groupes de pression. Sans parler de l'esprit de routine, sans parler de l'égoïsme attaché à des intérêts immédiats, *tous ces gens ont-ils encore le temps de réfléchir à autre chose qu'aux affaires courantes ?* »

Lorsqu'on a observé de près le fonctionnement des institutions politiques et des institutions parapolitiques que sont les groupes de pression dans les pays occidentaux, il est difficile de s'exprimer d'une manière plus pertinente et plus percutante. Ainsi, le fait de confier à des spécialistes indépendants l'étude approfondie des problèmes économiques et financiers que les dirigeants politiques et les dirigeants des groupes de pression n'ont pas souvent la compétence pour les examiner directement — et lorsqu'ils l'ont, c'est le temps qui leur fait défaut — contribuerait donc efficacement à les éclairer, ainsi qu'à informer utilement les élites et le grand public pour le bien de tous.

En lisant les rapports des spécialistes, les dirigeants des groupes de pression seraient alors les premiers à faire des découvertes qui ne manqueraient pas de les stupéfier.

Dans plusieurs chapitres de la troisième partie de son ouvrage, M. Manoussos a bien mis en lumière comment les groupes de pression ont inspiré les deux politiques économiques et monétaires qui se combattent en Occident, mais qui ont été appliquées dans plusieurs pays successivement lorsque leurs représentants étaient au gouvernement, ou même lorsque leurs adversaires étaient au pouvoir comme cela a été le cas par exemple en 1960 aux Etats-Unis où l'administration Eisenhower a appliqué, sans succès, la hausse des salaires en même temps que le desserrement des crédits réclamés par les démocrates (p. 273). Or, M. Manoussos a aussi montré d'une manière précise, par la statistique et par l'analyse des mécanismes économiques, comment l'une comme l'autre de ces deux politiques ont eu recours à des mesures qui ont porté les plus graves préjudices aux intérêts matériels qu'elles se proposaient de défendre plus particulièrement (voir notamment p. 197, 200-201, 203, 207, 243-244, 259).

Cela ne doit pas étonner outre mesure. Dans le même sens, Bertrand de Jouvenel écrit dans le *Bulletin Sedeis* déjà cité du 1^{er} novembre 1960:

« Sur les raisons du décalage entre le développement des capacités et celui de la demande, des opinions très différentes peuvent être émises. Certains disent que les producteurs ont cru trop longtemps au maintien d'un taux d'expansion anormalement élevé. Notre sentiment est tout différent: c'est que la politique financière et monétaire de l'administration Eisenhower,

obsédée par la crainte d'une demande excessive causant la hausse des prix, a freiné fâcheusement l'essor de la dite demande et l'emploi des capacités. Le paradoxe est que le Monde industriel soutient politiquement une administration dont la politique a conduit à un taux de marche des entreprises peu satisfaisant. La politique des entreprises proprement dite a constamment supposé une politique nationale expansionniste qui n'était pas celle de l'administration Eisenhower. »

Le livre de M. Manoussos montre qu'un changement de la politique financière ne suffit pas pour obtenir le redressement de l'économie américaine. Il faut encore la baisse des prix des articles produits en masse et la planification éclairante. Mais il explique comment la critique de B. de Jouvenel à l'égard de l'administration Eisenhower est tout à fait pertinente (p. 244 et 259).

La nécessité de faire étudier d'une manière approfondie les problèmes économiques et financiers par des spécialistes de tendances opposées, en vue d'une meilleure confrontation des points de vue s'impose donc si l'on veut résoudre convenablement ces problèmes¹. De même, *l'attribution des décisions de politique économique et financière à des commissions de spécialistes indépendants s'impose* également pour que les solutions cohérentes sur lesquelles l'accord a été obtenu ne se trouvent pas disloquées et même paralysées dans leur application.

Cette méthode, pour trouver enfin des solutions appropriées aux problèmes difficiles mais fondamentaux et qui en Occident sont demeurés en suspens, présenterait encore un grand avantage pour tous, y compris les dirigeants politiques. Elle *permettrait de protéger le fonctionnement de la démocratie contre ses deux fossoyeurs perfides et redoutables : la démagogie et la ploutocratie* qui, comme les termites, ont effectué déjà de grands ravages invisibles dans tous les pays occidentaux.

Dans la compétition électorale telle qu'elle se pratique aujourd'hui, pour triompher plus facilement, certains candidats et même certains partis n'hésitent pas à recourir aux promesses démagogiques. De telles promesses obligent les autres candidats et les autres partis à les suivre dans la même voie pour ne pas être pris de vitesse par de tels concurrents peu scrupuleux. Ils sont conduits ensuite à chercher, grâce à la puissance que confère l'argent ou par d'autres moyens obliques, à détourner l'application des mesures démagogiques votées souvent pour atteindre les membres des groupes de pression ayant financé ou patronné leur élection. Ainsi, des combats incessants et sournois ont lieu dans l'ombre entre les divers clans de politiciens cherchant, les uns à faire voter les mesures démagogiques qui leur permettent d'arriver au pouvoir ou de s'y maintenir, les autres mettant en œuvre tous les moyens indirects de pression pour obtenir des règlements et des décisions particulières de nature à détourner l'application des mesures démagogiques ou égoïstes promulguées par les premiers².

Des moyens semblables sont mis en œuvre dans la lutte entre syndicats de salariés et associations patronales, entre syndicats différents, entre associations de commerçants et associations de producteurs, entre syndicats de salariés et syndicats d'agriculteurs, entre

¹ Le Bureau de statistique de Washington a publié au début de janvier 1961 que, de 1947 à 1959 aux Etats-Unis, le revenu familial réel — c'est-à-dire en éliminant l'influence de la hausse du coût de la vie — est passé en moyenne de 3000 dollars (à pouvoir d'achat constant) à 5400 dollars constants.

Ce n'est donc pas le pouvoir d'achat global qui fait défaut, contrairement à ce que soutiennent les partisans de la hausse des salaires.

C'est la croissance de l'économie américaine qui n'a pas été harmonisée en raison de la mauvaise politique des prix et du défaut de planification éclairante.

² *Revue comptable*, Lausanne, octobre 1959, p. 210-213.

vendeurs et consommateurs. Au cours de toutes ces bagarres, ce sont les intérêts particuliers, égoïstes et à courte vue, qui triomphent successivement et même simultanément si la lutte conduit provisoirement à des compromis, comme c'est souvent le cas. Mais, *avec de tels échanges de coups fourrés, l'intérêt général est complètement perdu de vue par chacun*. Or, dans toute société qui rejette l'anarchie, ce qu'on appelle *l'intérêt général* ou encore « l'intérêt public » ou enfin « le bien commun », *n'est pas*, comme le croient superficiellement beaucoup d'individus, *une entité creuse et stérile*. Dans toute société — qu'elle soit individualiste ou collectiviste — *l'intérêt général exprime les conditions sociales qui doivent être remplies pour que le maximum d'intérêts particuliers puissent être satisfaits* surtout à long terme¹. Tout régime dont les dirigeants pensent comme Louis XV: « Après nous le déluge! » est appelé à disparaître, et aujourd'hui beaucoup plus rapidement qu'autrefois où les changements de la technique et de l'économie étaient imperceptibles. Malheureusement, *la recherche étriquée des intérêts particuliers par les groupes de pression a fait perdre de vue à ces derniers l'importance de l'intérêt général* pour la satisfaction bien comprise et à long terme des intérêts particuliers: les arbres leur ont caché la forêt! Les grèves de décembre 1960 et du début de janvier 1961 en Belgique en constituent encore un exemple frappant. Les groupes de pression devraient donc se préoccuper d'abord de la satisfaction de l'intérêt général — et non pas se livrer à des luttes incessantes qui, dans les pays occidentaux, empêchent les autorités de prendre les mesures indispensables à la satisfaction du bien commun. De nos jours, ces mesures s'imposent avant tout sur le plan économique pour régulariser la croissance et stimuler l'application du progrès technique.

On comprend combien *de telles luttes, poursuivies par des moyens obliques et « tordus », énervent l'administration et faussent le fonctionnement du régime économique, bancaire et fiscal*. Leurs conséquences sont finalement défavorables à tous, y compris les membres des groupes de pression les plus privilégiés. **Les pressions exercées par les groupes antagonistes annulent en partie ; mais elles entravent profondément la bonne marche de l'administration et détraquent le fonctionnement du régime économique, bancaire et fiscal en même temps qu'elles empêchent les institutions politiques de résoudre les grands problèmes économiques.** *Ce détraquement et cet empêchement sont donc les raisons majeures pour lesquelles les problèmes économiques, bancaires et fiscaux fondamentaux n'ont pas encore été résolus convenablement dans les pays occidentaux*². Ceci explique que ces pays ne soient pas arrivés à obtenir une croissance régulière et élevée comme les pays de l'Est — quoiqu'une telle croissance nécessaire pour obtenir la progression incessante du revenu national réel soit la condition primordiale de l'élévation du bien-être matériel de tous et quoique les réalisations

¹ Voir F. Oulès: « Caractéristiques et portée de la notion économique de service public » dans la *Revue des sciences économiques* (Liège) de décembre 1951.

² « De nos jours, de plus en plus, les autorités politiques dépendent des puissances économiques. Ces dernières choisissent les hommes qu'elles veulent faire élire au parlement et au gouvernement d'après les gages de leur conduite passée; durant leur magistrature, les élus dépendent encore d'elles pour leur réélection et pour trouver une compensation en cas d'échec ou durant la retraite. Qu'il s'agisse de la puissance des *petits* groupés en syndicats et en associations ou de la puissance des *gros*, ces puissances économiques peuvent donc obtenir des autorités politiques des privilèges... *Par la combinaison des méfaits de la démagogie et de la ploutocratie, en Occident la démocratie est ainsi arrivée à reposer principalement sur les privilèges*, tour à tour favorables aux petits et aux gros, et non sur des interventions des pouvoirs publics prises dans l'intérêt commun » (*Revue comptable*, avril 1960, p. 27).

« Les autorités politiques ont habituellement trop de fils à la patte pour agir impartialement et énergiquement lorsqu'il s'agit d'informer, de départager et de coordonner de multiples intérêts antagonistes qui cherchent à faire prévaloir leur point de vue égoïste par tous les moyens possibles. C'est la raison majeure pour laquelle, durant les trente dernières années, l'économie des pays occidentaux a progressé en moyenne trois ou quatre fois moins vite que l'économie soviétique » (*idem*, p. 26).

« En face du dynamisme de l'économie soviétique, une telle situation ne peut durer très longtemps » (*idem*, P. 27).

dues aux initiatives privées soient habituellement plus rapides, moins coûteuses et mieux adaptées que celles dues aux initiatives bureaucratiques.

Les chefs politiques intelligents se rendent parfaitement compte de l'influence pernicieuse qu'exercent les groupes de pression. Ainsi, le président John Kennedy a prononcé, le 9 janvier 1961, une allocution devant l'Assemblée législative du Massachusetts. Il a donné l'assurance que son administration sera indépendante et intègre, qu'elle ne se liera à aucun groupe représentant des intérêts particuliers. « Je me laisserai guider, a-t-il ajouté, par le courage, le discernement, l'intégrité et le dévouement... » Si, à un moment décisif pour les Etats-Unis et pour l'Occident, le président Kennedy éprouve ainsi le besoin de promettre solennellement que son administration sera indépendante et intègre, manifestement c'est donc qu'elle ne l'a pas été habituellement dans le passé, et cela précisément parce qu'elle était liée à des groupes représentant des intérêts particuliers.

Ainsi, l'attribution des fonctions économiques et financières à des commissions de spécialistes indépendants permettrait de résoudre assez rapidement, à l'avantage de tous, des problèmes qui ne seront probablement jamais résolus sans cela, ou plus exactement que le collectivisme résoudra à sa manière dans quelques années, précisément parce qu'on n'aura pas su les résoudre autrement. Une telle attribution serait également favorable aux dirigeants politiques. Ceux-ci ne seraient plus accaparés et surmenés par les audiences incessantes et fastidieuses qu'obtiennent les divers représentants des groupes de pression. Ils retrouveraient le temps nécessaire à la méditation. En outre, en devenant indépendants, leur prestige, déjà bien ébranlé dans beaucoup de pays, serait restauré.

Dans les pays occidentaux, plusieurs théoriciens de la science politique soutiennent que les influences des groupes de pression antagonistes arrivent pratiquement à se neutraliser — du moins en grande partie — et laissent par suite assez de liberté aux hommes politiques pour apprécier et résoudre les problèmes. Partant du fait que les grands problèmes économiques tels que ceux de la croissance, de l'emploi, de l'inflation, de la planification, de la politique des prix, des salaires, etc. n'ont pas été convenablement résolus dans les pays occidentaux, bien qu'ils se posent d'une manière aiguë depuis longtemps, j'ai soutenu le contraire¹. Le retard toujours plus grand apporté à la solution de ces problèmes malgré l'urgence à les résoudre me donne malheureusement raison.

Pour bien faire saisir d'une manière concrète le processus suivant lequel les influences des groupes de pression antagonistes — lorsque ces influences s'exercent fortement — empêchent actuellement les institutions politiques occidentales de résoudre les problèmes économiques fondamentaux, il suffira de se reporter aux événements qui se passent en Algérie. Avant 1954, année où la guerre a commencé dans ce pays, les divers gouvernements français avaient essayé de la prévenir, puis à partir de 1954, de mettre un terme à un drame qui constitue la plus grande absurdité, puisque ceux qui de part et d'autre défendent des intérêts ont déjà perdu plusieurs fois ce qu'ils voulaient sauver, sans compter ce qui n'a pas de prix: les vies humaines, les angoisses des hommes, leur fraternité lorsqu'ils désirent vivre ensemble. Malgré cette absurdité, chaque fois que les gouvernements français, soutenus par une majorité aux Chambres, ont essayé de trouver un compromis, les influences antagonistes des groupes de pression ont fait échouer leurs tentatives. Certains groupes de pression estiment que *les compromis proposés* ne sont pas assez français; d'autres ne les considèrent pas comme assez algériens. Mais *tous les groupes, aussi opposés qu'ils soient, s'entendent lorsqu'il s'agit de les torpiller* en recourant au besoin à la violence et à la révolte dans l'espoir de faire triompher leur solution, même lorsque les faits nouveaux montrent

¹ Note 32 de la p. 27 du n° 2 de la *Revue comptable* (Lausanne, avril 1960).

à l'évidence que certaines solutions ne peuvent plus être appliquées. Lors du référendum de 1958, le peuple français a choisi le général de Gaulle pour trancher le problème algérien. Malgré cet appui populaire — d'ailleurs renouvelé au début de 1961 — et malgré tout le prestige que lui confère son passé et la bonne volonté qu'il a manifestée, puis la volonté tout court qu'il traduit dans les actes, le général de Gaulle a rencontré et rencontrera de nombreux obstacles pour rétablir la paix. J'ai donc fait preuve de trop d'optimisme en considérant que l'asservissement des hommes politiques aux groupes de pression comportait des exceptions: par exemple à l'égard des hommes politiques qui jouissent d'un prestige exceptionnel ¹.

Le drame algérien montre donc que *la solution des grands problèmes économiques en Occident ne pourra être trouvée sans changer au préalable*, par une action psychologique de vaste envergure, *les mentalités des dirigeants des groupes de pression pour leur faire comprendre que la condition primordiale de survie de la civilisation occidentale est de laisser résoudre, à l'avantage de chacun et en faveur de la plus grande liberté possible pour tous, ces problèmes par des tiers-départageants compétents et indépendants*. Le jour où ces groupes de pression antagonistes se rendront compte que leur opposition cupide et stupide à une solution appropriée des problèmes économiques fondamentaux conduit inexorablement au suicide de leurs groupes, de beaucoup de leurs membres et aussi à une restriction générale de la liberté, alors les problèmes économiques, dont dépend aujourd'hui la survie de l'Occident, pourront être résolus convenablement.

A une autre condition cependant: les économistes doivent avoir étudié d'une manière méthodique et approfondie les solutions adaptées à ces problèmes. M. Manoussos a bien montré (p. 273) comment en 1960 l'administration Eisenhower, pour essayer de résorber le chômage et d'élever la croissance de l'économie, a tenté d'appliquer, mais sans succès, les solutions proposées par les démocrates: la baisse du taux de l'intérêt et la hausse des salaires. *Pour bien résoudre les problèmes économiques fondamentaux, surtout aujourd'hui, la bonne volonté ne suffit donc pas*, comme c'est le cas pour certains problèmes politiques qui doivent être résolus nécessairement par des compromis. *Dans le domaine économique, le compromis conduit le plus souvent à l'immobilisme*. Comme je l'ai écrit ailleurs ²: « Un équilibre des intérêts particuliers est sain seulement lorsque ces intérêts, en se limitant réciproquement, ne portent pas préjudice au bien public et notamment au développement de l'économie dont dépend l'élévation rapide et continue du revenu national à partager. Mais, dans la plupart des cas, même lorsque, entre les gros et les petits, les privilèges semblent s'équilibrer, ces privilèges ont pour effet... de s'opposer aux diverses interventions des pouvoirs publics, indispensables de nos jours pour obtenir une croissance accélérée et régulière du revenu national. Aujourd'hui, surtout sur le plan économique, le bon fonctionnement des institutions politiques se trouve bloqué en grande partie par la dépendance de fait des autorités politiques par rapport aux puissances économiques. »

L'équilibre des pressions existant actuellement en Occident et provenant des groupes antagonistes défendant leurs intérêts dans une optique étriquée aboutit, non pas à l'efficacité de l'économie privée et aux conditions nécessaires à son développement harmonisé, mais à l'engorgement des marchés, au détraquement des mécanismes économiques, à la stagnation du progrès technique, au chômage et finalement à la misère dans l'abondance — ce qui est bien la pire de toutes les absurdités. Face au dynamisme de l'économie soviétique, une telle absurdité ne sera pas supportée passivement de longues années comme ce fut le cas durant les

¹ Voir article qui vient d'être cité de la *Revue comptable*, p. 27, note 32.

² *Revue comptable*, avril 1960, p. 28.

années 1930, au cours desquelles le destin de l'économie soviétique des plans quinquennaux était encore très incertain. Alors, malgré la défaillance prolongée de l'économie privée (qui a été remise provisoirement en selle par la Seconde Guerre mondiale: par sa préparation et par ses séquelles), on ne voyait pas de régime économique possible pour la remplacer. Ce n'est pas le cas aujourd'hui après les succès retentissants de l'économie soviétique. C'est dire qu'*une telle absurdité et un tel obstacle à la généralisation du progrès technique et au bien-être des masses populaires débouchent irrésistiblement sur le collectivisme.*

Pour les problèmes économiques fondamentaux, il faut donc trouver en Occident des *solutions appropriées favorables au progrès technique et à la croissance régulière et élevée de l'économie privée. Seuls des spécialistes, indépendants des divers groupes de pression antagonistes, peuvent fournir de telles solutions* et les appliquer d'une manière cohérente.

Il faut donc reprendre, en la transposant pour l'appliquer à la politique économique et financière et non à l'économie pure, la déclaration retentissante que Maffeo Pantaleoni avait lancée le 23 octobre 1897 dans une leçon célèbre faite à l'Université de Genève: « Je n'appartiens à aucune école ni à aucun parti. Il n'y a pas valablement de politique économique et financière relevant du laisser-faire, ni du collectivisme, comme le soutiennent les mystiques économiques opposées fondées sur des vues unilatérales des faits ou aprioristiques de l'esprit; il n'y a pas, convenablement adaptée, de politique économique de droite, de gauche ou du centre comme le prétendent les partis politiques pour justifier leur concurrence pernicieuse fondée sur des mots d'ordre et des slogans, et non sur l'analyse approfondie des données complexes des problèmes économiques à résoudre. *Il n'y a que deux politiques économiques possibles: celle de ceux qui savent l'adapter aux mécanismes économiques, aux exigences de l'économie où ils vivent et aux contingences de leur temps, et celle de ceux qui ignorent ces mécanismes, ces exigences et ces contingences.* » C'est dire que la politique économique et financière doit être « démystifiée » et « dépolitisée » au sens péjoratif du terme.

C'est donc en se dégageant des querelles de doctrine et des partis politiques et en s'attachant uniquement à l'analyse méthodique des phénomènes réels que les économistes occidentaux doivent s'atteler à l'élucidation des problèmes de politique économique et financière. En mettant bien en évidence des solutions adaptées aux besoins de croissance harmonisée de l'économie privée, ils contribueront efficacement à éclairer les dirigeants des groupes de pression et les dirigeants politiques et à convaincre aussi, dans chaque nation, ceux qui s'intéressent aux problèmes économiques, afin qu'ils fassent pression sur les premiers comme sur les seconds pour que les uns et les autres élargissent leur horizon et se pénètrent de l'interdépendance et de la convergence des intérêts profonds qui existent aujourd'hui entre tous ceux qui échangent leurs produits et leurs services producteurs ¹.

C'est dans cet esprit qu'a été écrite la troisième partie du livre de M. Manoussos. Par ses idées constructives plus encore que par ses critiques, par la manière nette et directe de les exposer et de les faire comprendre et aimer, cet ouvrage peut éclairer les élites dirigeantes des pays occidentaux. A l'heure de vérité, qui a déjà commencé pour l'économie privée des pays industrialisés, ce livre peut donc contribuer à préparer des solutions salvatrices favorables à la prospérité et à la liberté de tous.

¹ Une preuve que les dirigeants politiques peuvent être éclairés de cette manière est que le rapporteur général de la Commission des finances du Sénat à Paris, le sénateur Marcel Pellenc, bien connu pour ses rapports approfondis en matière financière, m'écrivit au sujet de la préface de l'ouvrage de M. Manoussos: « J'ai pris à sa lecture le plus vif intérêt et même tout un ensemble d'éléments qui me seront particulièrement utiles dans le développement de mon activité parlementaire. Comme une telle préface ne peut que prélude à la lecture d'un ouvrage d'un grand intérêt, je demande à mes services de se le procurer. »